

## CHAPITRE I

### L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ : LES CHIFFRES ET LES CHOSES

#### 1.1- Introduction au premier chapitre

L'apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public de la plupart des pays latino-américains vers la fin des années 1980, se présente généralement comme une conséquence de l'augmentation de la pauvreté dans ces mêmes années sous l'effet, selon certains, de la crise économique<sup>1</sup> et, selon d'autres, des Programmes d'ajustement structurel (PAS) et des politiques monétaristes qui leur sont liées<sup>2</sup>. Ce lien entre augmentation de la pauvreté et recrudescence du thème semble presque trop « évident » pour poser problème. Néanmoins, il tait le fait que le thème de la pauvreté est apparu dans les années 1970, avec l'Approche des nécessités de base (*Basic Needs Approach*)<sup>3</sup> à une époque où les principaux indicateurs de pauvreté n'avaient pourtant jamais cessé de progresser. Ce lien présuppose également que la pauvreté serait un phénomène relativement transparent et, donc, que son augmentation ou diminution engendrera des effets sociaux et intellectuels directement déductibles de celle-ci. Cette manière de déduire un savoir de son objet ou d'une situation empirique tenue pour

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Washington, Banque mondiale, 1990.

<sup>2</sup> Richard Jolly, « Adjustment with a human face: A UNICEF record and perspective on the 1980s », *World Development*, vol.19, no.12, pp. 1807-1821 ; François Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté ?*, Paris, L'Harmattan/Centre Tricontinental, 2000, p.15 ; Richard Poulin et Pierre Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998.

<sup>3</sup> Dag Hammarskjöld Foundation, *What now? Another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975; Dharam Ghai, Azizur Rahman Khan, E.L.H. Lee et Torkel Alfthan, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977.

relativement neutre ou évidente conduit ainsi à la *réification* des outils conceptuels ayant servi à créer une représentation particulière du phénomène.

En d'autres termes, le truisme de la pauvreté masque le fait que, pour pouvoir parler d'*augmentation* ou de *diminution* de la pauvreté, il faut préalablement avoir des outils théoriques, méthodologiques, techniques et institutionnels pour recueillir de l'information, la traiter et l'interpréter. Il faut notamment, dans le cas contemporain qui nous concerne, que celle-ci ait préalablement été transformée en *quantum* et que cette quantification de la pauvreté tende à se confondre avec la chose en soi, qu'elle ait perdu l'apparence d'une traduction, d'une mise en équivalence, pour se présenter comme la qualité principale et intrinsèque de la pauvreté. Sans ce travail préalable de quantification effectué sur la pauvreté, son *augmentation* ou sa *diminution* ne serait pas perceptible ; il ne serait pas possible de suivre son évolution sur une base mondiale, nationale, régionale et locale, comme on prétend le faire actuellement sur le plan de la localisation (focalisation ou ciblage) de la pauvreté, ou bien, au niveau temporel, sur une base mensuelle, trimestrielle ou annuelle ; ces variations ne pourraient pas être mises en (co)relation avec d'autres éléments comme la crise économique, les politiques dites d'ajustement structurel, les indices d'inégalité, le taux d'investissement social, la corruption, etc. Comme l'exprime Martin Ravallion, un éminent spécialiste de la pauvreté :

« S'il est important de mesurer la pauvreté, c'est probablement moins pour pouvoir la quantifier à une **date** et en un **lieu** donnés que pour **comparer** son ampleur dans **différentes situations**, c'est-à-dire évaluer quelle **situation se caractérise** par une pauvreté plus **prononcée**. Ces **comparaisons** peuvent être ordinales ou cardinales. Des comparaisons ordinales permettent de répondre à des questions telles que : la pauvreté s'est-elle **intensifiée** au **cours des ans**? Est-elle plus **prononcée** en un **lieu** qu'en un autre? Est-elle plus **importante** lorsque certaines **mesures relevant de l'action publique** sont ou ne sont pas prises? »<sup>4</sup> (Nous soulignons).

Il est tout à fait normal que la mesure de la pauvreté soit essentielle pour cet auteur, directement impliqué dans la production de statistiques et de programmes internationaux de lutte contre la pauvreté. Ce qui est plus problématique c'est la manière par laquelle l'ensemble des études contemporaines incorpore cette dimension quantitative en tant qu'élément intrinsèque à la pauvreté.

---

<sup>4</sup> Martin Ravallion, « Comparaisons de la pauvreté, concepts et méthodes », *Living Standards Measurement Study Working Paper*, n° 122F, Washington D.C., World Bank, 1995, p. 1.

Cette consubstantialité entre la définition et la mesure de la pauvreté est notée par plusieurs analyses critiques du phénomène<sup>5</sup>, sans toutefois que cette critique n'entraîne une remise en question radicale de cette tendance incorporée dans l'objectif de faire « diminuer » la pauvreté. Au contraire, aux « mauvaises » mesures, « unidimensionnelles » ou « monétaires », sont opposées de nouvelles définitions, en général tout aussi quantitatives mais pourtant qualifiées de subjectives par contraste avec les autres. Questionnant la validité de certaines mesures partielles, cette critique confirme néanmoins la nécessité d'une « bonne mesure ». Nous ne cherchons pas ici à questionner le fait que la crise des années 1980 et/ou les Programmes d'ajustement structurels et les politiques orientées vers le marché (*Market-Oriented Policies*) aient pu détériorer les indices de pauvreté et que cette régression ait pu engendrer une réaction généralisée dans une série d'institutions ainsi que dans des milieux académiques. Ce que nous remettons en question c'est la naturalité avec laquelle on parle de l'augmentation ou de diminution de quelque chose qui n'est pas nécessairement quantifiable, négligeant alors de justifier ou de questionner un élément antérieur et sans doute beaucoup plus fondamental, à savoir, l'*existence* même desdits indicateurs de pauvreté et leurs effets sur la définition non seulement de la pauvreté mais du développement, du politique et du social.

En effet, ces indicateurs ne peuvent aucunement être considérés comme de simples données « empiriques » (neutres) étant donné les postulats et les implications théoriques et institutionnelles qui président à leur formation et à leur usage. Comme le suggère Blandine Destremau, malgré le souci de faire reposer les catégories de la pauvreté sur des caractéristiques « objectivement repérables » (biologiques, économiques, sociales, d'habitat, etc.), les seuils et les mesures ne sont pas exemptes de valeur normative. Elles « font partie du système de représentations qu'une société a d'elle-même, de la façon dont elle légitime la détention du pouvoir et des richesses et dont elle présente son projet social et sa cohésion »<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Voir, par exemple, Marguerite Bey, « Recherches sur la pauvreté : État des lieux, Contribution à la définition d'une problématique », *Revue Tiers-Monde*, n° 160, sept.-déc. 1999, pp. 871-895 ; ou encore Blandine Destremau, « Comment définir la pauvreté », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 27-34.

<sup>6</sup> Destremau, « Comment définir la pauvreté... », p. 31.

« Classer n'est donc pas seulement observer des différences mais les instaurer »<sup>7</sup>. Il ne s'agit pas d'une simple affaire de statistique, mais d'une opération stratégique dans laquelle l'énoncé de « problèmes » et de « solutions » ne constitue pas le résultat de l'enquête, mais le principe d'une classification grâce à laquelle les « données » s'organisent et trouvent leur intelligibilité.

Ainsi, en expliquant l'apparition du thème de la pauvreté dans les années 1980 à partir de l'évocation de son augmentation dans ces mêmes années, le savoir contemporain sur la pauvreté se trouve à incorporer, telle une évidence, un ensemble de postulats idéologiques, de méthodes et d'intérêts particuliers, à la base de la production des statistiques sur la pauvreté. Comme nous le verrons au cours de ce chapitre, le premier de ces postulats est la valeur d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté. En partant du principe selon lequel il ne peut y avoir d'objectif plus urgent et prioritaire que de réduire et d'éventuellement éliminer la pauvreté, on tend à déproblématiser cet objectif pour ne débattre qu'au sujet des meilleurs « moyens » pour l'atteindre. Le deuxième de ces postulats est que la pauvreté ne pourra être réduite et éliminée sans disposer des « bonnes » mesures pour la saisir (contrainte constitutive de quantification).

Ces deux postulats, qui, effectivement, semblent trop évidents pour poser problème, sont pourtant lourds de conséquences. D'abord, la valeur d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté conduit à éluder une justification épistémologique à propos du changement que représente l'introduction de ce critère au sein des études du développement et de manière plus large, du social et du politique, mais également de la culture, de l'économie, de la psychologie sociale et ainsi de suite. Ce faisant, elle conduit à ignorer ou à dénigrer les « anciennes » formes de conceptualisations de la pauvreté, limitant fortement la distance critique et la réflexivité nécessaire pour aborder de manière scientifique le phénomène. En problématisant à partir d'une mise à distance des conceptions les plus simplistes et en grande partie caricaturées des définitions « monétaires » ou « néolibérales » de la pauvreté, le savoir contemporain insistant sur le caractère multidimensionnel de celle-ci en vient à ignorer de nombreuses questions déjà traitées précédemment, telles que

---

<sup>7</sup> Christian Topalov, *Naissance du chômeur – 1880-1910*, Albin Michel, Paris, 1994, p. 215 ; cité par Destremau, « Comment définir la pauvreté... », p. 32.

l'intégration sociale ou les dimensions politiques, sociales, culturelles ou structurelles de la pauvreté. Ces « anciennes » questions parfaitement identifiées et conceptualisées depuis des années, se présentent alors comme de grandes découvertes issues d'une supposée « prise de conscience » du phénomène dans les années 1980 et de l'avancement des connaissances (c'est-à-dire des statistiques) sur la pauvreté. Il ne s'agit pourtant pas du simple « retour » de ces thèmes : en étant réintroduits à partir d'un débat autour des meilleurs indicateurs de pauvreté, ces « anciens » thèmes abordés jadis à partir d'un certain holisme méthodologique, se voient maintenant traités à partir d'un *individualisme méthodologique rationaliste et utilitariste*<sup>8</sup> qui s'ignore.

Ce renversement épistémologique – qui ne sera pratiquement jamais justifié du fait de la valeur d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté – conduit à produire un savoir *technique* (amnésique et autoréférentiel) autour des meilleurs *moyens* pour réduire la pauvreté et tend à *universaliser* la perspective *particulière* des institutions financières et de développement international. Cet enfermement du savoir sur lui-même conduit à une *fétichisation* de la dimension quantitative de la pauvreté. Fétichisation qui, à travers la proclamation de la multidimensionnalité de la pauvreté, s'étend à la définition du développement, du social, du politique, du culturel, etc. Ainsi, les changements politiques (idéologiques, institutionnels, etc.) introduits par le surgissement du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain au cours des années 1980 sont difficilement perceptibles à partir du savoir contemporain sur la pauvreté puisque ce dernier procède de ce même changement, participe du même consensus, partage les mêmes prémisses, les mêmes méthodes et les mêmes données que l'objet d'étude que nous cherchons à aborder ici.

Ce n'est qu'en abandonnant l'évidence du lien entre augmentation de la pauvreté et croissance de l'intérêt envers celle-ci que nous pourrions aborder directement le phénomène de l'apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain sans en postuler (prédéterminer) le sens. Plutôt que l'augmentation de la pauvreté en tant que telle, ce qui semble être la principale condition de possibilité de la montée de l'intérêt envers ce thème serait justement sa traduction en séries statistiques permettant sa manipulation au sein des mêmes raisonnements économétriques sur lesquels se basent les programmes d'ajustements

---

<sup>8</sup> Raymond Boudon, *L'idéologie. L'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1992, p. 313.

structurels auxquels ce thème semble s'opposer<sup>9</sup>. En effet, ce n'est qu'à partir du moment où la pauvreté (et à travers elle le développement, le social, le politique, etc.) a été traduite en « indicateurs » de développement<sup>10</sup>, qu'elle est parvenue à s'inscrire au sein des débats de l'époque sur les équilibres (et déséquilibres) structurels issus de la crise de la dette. Cette contrainte institutionnelle, relative à un contexte et à des positions particulières, ne peut certainement pas servir d'assise pour un savoir scientifique. Ce n'est pas la pauvreté en tant que telle qui « exige » d'être traduite en indicateurs de développement mais les stratégies particulières d'institutions et d'acteurs politiques concrets, qui ne pourront être abordés de manière critique qu'en mettant entre parenthèses (en cessant d'universaliser) leur perspective (particulière), pour chercher au contraire à situer les processus idéologiques à travers lesquels ils ont pris valeur de « réalité ».

## **1.2- « Ce qui est abject va de soi » :**

### **Fétichisation et déproblématisation de la pauvreté**

« Ce qui est abject injuste ou révoltant va de-soi », nous rappelle Blandine Destremau<sup>11</sup> en critiquant la manière « cynique » par laquelle la Banque mondiale s'appuie sur le caractère inacceptable de la pauvreté pour imposer ses « exigences opérationnelles et les présupposés idéologiques du libéralisme de marché »<sup>12</sup>. Pourtant, le même effet légitimant peut être constaté chez pratiquement tous les auteurs et institutions situés dans le champ de études sur la pauvreté, qui tendent à asseoir la pertinence de leur savoir sur le caractère outrageant des mesures et démesures de la pauvreté. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple

---

<sup>9</sup> Peter Gibbon, «The World Bank and African Poverty, 1973-91», *The Journal of Modern African Studies*, 30, 2, 1992, pp. 193-220.

<sup>10</sup> Comme nous le verrons plus bas, les débats de l'époque vont se cristalliser autour d'une étude en deux volumes commandée par l'UNICEF :Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (ed.), *Adjustment With a Human Face*, Oxford, Oxford University Press, 1987. Cette étude montre en détail une relation de causalité directe entre les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel et l'augmentation de la pauvreté. Elle entraînera des effets considérables en ce qui a trait à la prise en considération des dimensions sociales des ajustements, notamment par la Banque mondiale. Cependant, ces répercussions sont conditionnelles au fait que l'étude ne fait que surajouter une dimension sociale (transformée en variable économétrique) aux mêmes calculs économiques et les mêmes postulats idéologiques guidant ces ajustements. Voir à ce sujet, Gibbon, « The World Bank and African Poverty...

<sup>11</sup> Blandine Destremau, « Les indices de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD : Une analyse critique », in Poulin et Salama, (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, p. 71-72.

<sup>12</sup> Destremau, « Les indices de la pauvreté..., p. 72.

parmi tant d'autres, dans l'éditorial de l'ouvrage collectif intitulé *Comment se construit la pauvreté ?*, le Centre tricontinental affirme :

« L'humanité est confrontée à une insoutenable barbarie. Environ *le quart* de sa population vit dans un état de **pauvreté extrême** alors que la **production de la richesse** est parvenue à des sommets inégalés »<sup>13</sup> (Nous soulignons).

Utilisant les statistiques des organismes internationaux établissant les seuils et les mesures permettant d'établir que le quart de l'humanité (un milliard trois-cent mille personnes) vit dans un état d'extrême pauvreté (moins d'un dollar par jour par personne) le Centre tricontinental en vient à insérer, au cœur même de la problématique générale de son ouvrage collectif, des postulats et des considérations provenant d'organismes dont la vocation ou l'orientation idéologique ne concorde pas nécessairement avec la sienne. Cette convergence implicite est assumée un peu plus loin dans l'éditorial, lorsqu'on affirme :

« La pauvreté sous toutes ses formes demeure, plus que jamais, un problème actuel. L'intérêt récent dont fait l'objet la thématique sociale, jusqu'au cœur des plus **hautes instance internationales**, en témoigne ».<sup>14</sup>

Ainsi, la maxime selon laquelle « Ce qui est abject va de soi » peut s'appliquer à l'ensemble du champ des pratiques et du savoir sur la pauvreté. Elle s'applique d'abord à la masse d'études produites par ou autour des organismes internationaux producteurs d'une connaissance « légitimante » directement liée à la promotion des objectifs particuliers de ces organismes<sup>15</sup>. Elle s'applique également aux chercheurs qui, malgré leur autonomie institutionnelle vis-à-vis des institutions financières ou de développement international, intègrent sans grande distance critique les données et les postulats idéologiques de ces institutions<sup>16</sup>. Mais elle s'applique encore à toute une littérature « critique » qui, indépendamment du fait qu'elle identifie le caractère limité ou instrumentalement

<sup>13</sup> Centre tricontinental, « éditorial », in Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté...*, p. 5.

<sup>14</sup> Centre tricontinental, « éditorial », in Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté...*, p. 5.

<sup>15</sup> Voir à ce sujet, Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Cahiers de l'IUED, n° 13, Paris, PUF, 2002.

<sup>16</sup> Voir, par exemple, Olivier Dabène, *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Complexe, 1997, pp. 43-45. Cherchant à évaluer le degré de démocratisation des pays latino-américains, Dabène affirme au sujet des programmes de lutte contre la pauvreté : « Des fonds d'« investissement social » ont aussi été créés un peu partout, financés en grande partie par la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale, et destinés à des projets de santé, d'éducation ou d'infrastructure. **Leur succès est indéniable**, même si leur articulation avec les activités des ministères sociaux laisse à désirer ».

surdéterminé des politiques de lutte contre la pauvreté, persiste à évaluer ces politiques en fonction du critère « universel » de la *diminution* de la pauvreté<sup>17</sup>. Ainsi, indépendamment du fait que certaines études fassent la promotion de stratégies de lutte contre la pauvreté basées sur la libéralisation des échanges et de l'investissement dans le but de stimuler la croissance (approches dites *monétaires*)<sup>18</sup> et que d'autres, à l'inverse, dénoncent ces stratégies<sup>19</sup> en montrant, par exemple, comment elles postulent et cautionnent une conception « néolibérale » du monde qui engendre plus qu'elle ne réduit la pauvreté<sup>20</sup>, ces deux pôles du champ des études de la pauvreté se rencontrent dans leur argumentation « économétrique »<sup>21</sup> cherchant à établir des corrélations vertueuses entre diverses variables dont la quantification est une contrainte méthodologique constitutive, sans laquelle il est impossible d'établir de corrélation. Alors que certains s'attardent à l'analyse des effets « paupérisants » (appauvrissants) de la mondialisation financière<sup>22</sup> ; d'autres mettent en évidence comment la diminution de la pauvreté dépend plutôt de la stabilité institutionnelle<sup>23</sup> et de la bonne gouvernance<sup>24</sup>, de facteurs « structurels » comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux

<sup>17</sup> Voir par exemple, Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté ?...*; Pedro Francke, « Políticas públicas y pobreza en el Perú de los noventa », in Emir Sader (coord.), *El ajuste estructural en América latina, Costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 29-50 ; Rubén Lo Vuolo (dir.), Alberto Barbeito, Laura Pautassi et Corina Rodríguez, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999 ; etc.

<sup>18</sup> Pour une revue critique de cette littérature, voir : Frédéric Lapeyre, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté », *Le défi social du développement* – Projet conjoint IUED, UNRISD et SES, dans le cadre du RUIG, <http://www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/docs/EPO-NG-03-FL.pdf>

<sup>19</sup> Rubén Lo Vuolo (dir.), Alberto Barbeito, Laura Pautassi et Corina Rodríguez, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999 ; Julio Boltvink et Damián Araceli, « La pobreza ignorada. Evolución y características », *Papeles de población*, n°29, juillet-septembre 2001, pp. 21-53.

<sup>20</sup> Voir, par exemple : Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, *Régime de croissance, vulnérabilité et protection sociale en Amérique latine. Les conditions macro de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté*. CEPAL, série *Financiamiento del desarrollo* N°140, 2003.

<sup>21</sup> Voir par exemple, Denis Cogneau, *Inégalités et développement - Quatre études économétriques*, Thèse de doctorat présentée à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2001.

<sup>22</sup> Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté ?...*

<sup>23</sup> Rodrik, Dani, Subramanian, Arvind et Trebbi, Francesco, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development », *CEPR Discussion Papers*, n° 3643, novembre 2002, <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksgh/institutionsrule.%205.0.pdf>

<sup>24</sup> PNUD, « La Gouvernance : le chaînon manquant », chapitre 5 de *Vaincre la pauvreté humaine, Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000.



services sociaux<sup>25</sup> ; d'autres encore élaborent une conception non monétaire du développement insistant sur l'expansion des capacités ou des potentialités humaines, conçues comme le fondement abstrait de l'exercice de la liberté<sup>26</sup> ; etc. Par contre, bien que l'introduction de nouveaux indicateurs, de nouvelles définitions plus « humaines » de la pauvreté ou de nouvelles variables explicatives puisse représenter d'importantes avancées en ce qui concerne l'acuité de la mesure, il n'en reste pas moins que toutes ces variables, pour exister et avoir une quelconque valeur dans l'argumentation, doivent nécessairement être traduites en indicateurs quantitatifs du développement. Du fait de leur insertion dans un débat autour de l'*efficacité* des politiques de lutte contre la pauvreté à la faire *diminuer*, ces diverses dimensions subissent une contrainte constitutive de quantification.

La question qui se pose alors est de savoir si, en investissant le domaine des institutions internationales productrices de données statistiques sur la pauvreté, les auteurs, pour critiques qu'ils soient, ne se sont pas fait imposer l'essentiel de la réflexion ; s'ils ne sont pas en train de postuler ce qui justement pose problème, à savoir, le fait même que l'on parle de pauvreté plutôt que d'autre chose. Comme l'exprime l'Institut d'études du Développement Économique et Social de la Sorbonne (IEDES) :

« [...] l'échec réitéré des politiques "d'éradication" de la pauvreté ne se double-t-il pas d'un réel succès, politique celui-ci, dans le domaine du déplacement du champ de réflexion et d'intervention dans et sur les [pays en développement] ? »<sup>27</sup>.

En dénonçant les politiques néolibérales, la mondialisation financière ou les programmes de lutte contre la pauvreté en fonction de leur incapacité à faire réduire « réellement » la pauvreté, la critique n'est-elle pas en train de se faire imposer les termes du débat, en train de postuler ce qui, justement, pose problème ?

### **1.2.2- L'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté : Naturalisation et déproblématisation**

L'objectif de lutte contre la pauvreté se présente alors comme un « impératif catégorique » – c'est-à-dire moral<sup>28</sup> – devant orienter toute réflexion sur le social, le politique,

<sup>25</sup> Pierre Salama, « Des pauvretés en général et de la pauvreté en particulier dans le tiers-monde : évaluations et mesures », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde ...*, pp. 35-64.

<sup>26</sup> Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

<sup>27</sup> Document de présentation du Centre de recherche de l'IEDES, axe de recherche : pauvreté, 2004.

l'économie et le développement. La valeur d'*impératif catégorique* que possède cette lutte conduit le savoir scientifique à se questionner principalement sur les *moyens* d'atteindre cet objectif, laissant de côté la réflexion préalable et fondamentale sur la justification et l'évaluation critique de cet *objectif* en lui-même. Faisant porter la réflexion sur les *moyens* plutôt que sur les *fins*, les études contemporaines sur la pauvreté tendent alors à universaliser les termes particuliers à travers lesquels la pauvreté est représentée aujourd'hui, dans un contexte précis, lié aux organismes financiers ou de développement international. La contrainte technique et institutionnelle de production d'indicateurs s'infiltré ainsi dans l'ensemble de la réflexion, servant de donnée ou d'argument non seulement aux approches dites objectives, monétaires, matérielles ou basées sur le revenu<sup>29</sup>, mais également aux approches dites subjectives, structurelles, humaines, des carences ou des capacités<sup>30</sup>.

Se trouvant en présupposés, la primauté de la lutte contre la pauvreté ainsi que la consubstantialité de sa mesure et de sa définition, cantonnent la réflexion sur la pauvreté à ses dimensions pratiques ou instrumentales, constituant ainsi un « savoir utile » ou « technique », cherchant moins la perspective universelle et la distance critique nécessaire à tout savoir scientifique que l'utilité particulière et immédiate de ce savoir pour l'établissement de politiques étatiques présupposant le caractère inéluctable des contraintes sociales et politiques *du statu quo*. Le statut d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté sert ainsi de fondement à une Raison pratique se questionnant sur les meilleurs moyens de « réduire » la pauvreté, sans questionner le bien-fondé de cet impératif. Comme on peut le réfléchir à partir de l'École de Francfort<sup>31</sup>, la réduction de l'objet à ce qui peut être quantifiable et manipulable tend à évacuer ou à subordonner les questionnements éthiques, politiques, esthétiques, etc. à des considérations d'efficacité et d'utilité immédiate, postulant

---

<sup>28</sup> L'*impératif moral et catégorique* : il lie la volonté à la loi par la seule maxime dont il fait le principe de l'action. Emmanuel Kant, *Fondement pour la métaphysique des mœurs*, Paris, Hatier, 2000.

<sup>29</sup> Comme celles de la Banque mondiale, de la CEPAL et de l'OCDE ainsi que des nombreux et influents auteurs et « Think Tanks » qui leur sont liés de manière plus ou moins institutionnelle.

<sup>30</sup> Comme le PNUD, l'UNICEF et l'OIT ainsi que les auteurs « critiques » généralement influencés par les thèses du prix Nobel d'économie, Amartya Sen.

<sup>31</sup> Voir, par exemple, Martin Jay, *L'imagination dialectique. Histoire de l'École de Francfort*, Paris, Payot, 1977 ; Max Horkheimer et Theodor Adorno, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983 ; Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel: Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Ed Minuit, 1968 ; ou encore, Theodor W. Adorno, *Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978.

le caractère inéluctable du *statu quo*. Il y a donc dans cette objectivation une grande part de subjectivité ; c'est-à-dire que le découpage que l'on impose au réel ainsi qu'au sujet observant n'est pas dans la *nature* de l'objet mais dans la *volonté* de ne regarder qu'un certain type de données et de rejeter les autres. L'*être en tant qu'être* est rejeté par cette nouvelle forme de métaphysique qui part de l'*être en tant qu'instrument*. « Si ça fonctionne, ça *existe* ! ». Une fois prouvée son « efficacité », cette conception œuvre *a priori*, elle prédétermine l'expérience, elle organise le tout. Le sujet observateur est en fait sujet manipulateur qui surdétermine la nature et l'homme comme instrument (*a priori* technologique). La raison pratique et la raison théorique ne font plus qu'un, dans le projet de dominer la nature. Ne se donnant plus comme objectif de réfléchir le bien fondé de la science-technologie, la raison théorique devient immédiatement pratique, unidimensionnel<sup>32</sup>.

### **1.3- Précision de la mesure : Une forme de « problématisation non-problématique »**

D'emblée, on ne peut qu'être d'accord avec l'idée d'éliminer la pauvreté. C'est justement cette évidence qui permet la cohabitation des analyses montrant du doigt les politiques d'ajustement structurel en tant que responsables de la croissance de la pauvreté avec celles qui, à l'inverse, font de la libéralisation des économies un facteur déterminant dans la réussite de la lutte contre la pauvreté. Par contre, comme nous venons de le mentionner, le consensus (moral) autour de l'idée abstraite consistant à s'attaquer à ce fléau pluriséculaire, entraîne la plupart du temps l'incorporation de la contrainte constitutive de la quantification, induite par l'usage des données produites par les organismes de développement international. Cette manière d'incorporer *en implicite*<sup>33</sup> une conception quantitative de la pauvreté, dérive paradoxalement d'un débat questionnant la fiabilité et même la pertinence des mesures sur la pauvreté.

La critique la plus commune concerne la mesure *monétaire* de la pauvreté qui aborde cette question à travers l'établissement d'un seuil unique de pauvreté fondé sur le revenu ou, ce qui revient au même, de deux seuils : l'un d'indigence et l'autre de pauvreté. Les seuils les plus fréquemment utilisés et critiqués sont ceux de la Banque mondiale, établissant le seuil de

---

<sup>32</sup> Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*...

<sup>33</sup> C'est-à-dire de manière faiblement problématisée, telle une donnée de base objective et empiriquement incontestable.

pauvreté à deux dollars étasuniens quotidiens *per capita* (en parité de pouvoir d'achat de 1987) et le seuil de l'extrême pauvreté ou de l'indigence à un dollar quotidien *per capita*. On reproche généralement à cette approche « unidimensionnelle » de la pauvreté de déduire la consommation à partir des revenus ; de surestimer la pauvreté dans les pays où les revenus non monétaires sont particulièrement importants<sup>34</sup> ; de ne pas tenir compte des différences de prix<sup>35</sup> ou des différences géographiques<sup>36</sup> à l'intérieur et entre les pays ; de reposer sur un indice de parité de pouvoirs d'achat (PPA) dont le mode de calcul est totalement opaque ou alors sur des données statistiques techniquement peu fiables<sup>37</sup> ; mais aussi de ne pas tenir compte de la distribution des revenus<sup>38</sup> ; de n'être qu'un indicateur indirect de la pauvreté ne rendant compte ni de la disponibilité ni de l'accessibilité des biens et services fondamentaux (éloignement, insuffisances, discrimination, accès au crédit, fluctuation de prix...), ni des choix effectués dans leur utilisation, ne reflétant donc pas l'impact de cette disposition monétaire sur le bien-être<sup>39</sup>. Ainsi, selon le PNUD, les indicateurs de revenu ne prennent en considération qu'un moyen – et non les fins – du développement, c'est-à-dire la satisfaction des besoins des populations. Destremau va plus loin en affirmant que :

« [...] le choix de la consommation privée, exprimée en termes monétaires comme critère de définition de la pauvreté procède d'une vision normative commandée par les exigences opérationnelles et présupposés idéologiques du libéralisme de marché. La

---

<sup>34</sup> Pierre Salama et Jacques Valier, *Pauvretés et inégalités dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994, p. 262. Il est à noter que cette précision conduit à réduire les niveaux de pauvreté des régions dont les revenus non-monétaires comptent pour une part importante de la subsistance. Dans une approche dite « qualitative », cette réduction des indices de pauvreté conduit à valoriser les interventions gouvernementales au niveau des services de santé, d'éducation ou de salubrité. Dans l'application concrète qui est faite des indicateurs de pauvreté, cela peut conduire à exclure tout un pan de la population qui, passant du statut de pauvre à celui de non-pauvre se verrait exclu des cibles établissant les lieux d'intervention légitime ou prioritaire des gouvernements.

<sup>35</sup> Bey, « Recherches sur la pauvreté : État des lieux... », p. 874.

<sup>36</sup> Jyotsna Jalan et Martin Ravallion, « Geographic Poverty Traps? A Micro Model of Consumption Growth in Rural China », *Journal of Applied Econometrics*, vol. 17, n° 4, 2002, pp. 329-346 ; Voir également, Philippe De Vreyer, Javier Herrera et Sandrine Mesplé-Somps, « Consumption growth and spatial poverty traps: an analysis of the effects of social services and community infrastructures on living standards in rural Peru », *Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRÉ*, [http://www.dial.prd.fr/dial\\_publications/PDF/Doc\\_travail/2002-17.pdf](http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2002-17.pdf)

<sup>37</sup> Bruno Lautier, « Sous la morale, la politique, La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp. 170-171.

<sup>38</sup> Salama et Valier, *Pauvretés et inégalités...*, p. 29.

<sup>39</sup> PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain (RMDH)*, Paris, Economica, 1996, p. 41.

notion même de « niveau de vie minimum » exclut la prise en compte des fonctions sociales de la dépense en tant que forme et vecteur de lien social »<sup>40</sup>.

La critique de ce seuil unique international de un dollar quotidien *per capita* permet alors à divers auteurs critiques de « problématiser » la pauvreté et de développer une série d'améliorations et de précisions qui se présentent comme autant d'avancements scientifiques ou de rapprochements entre le savoir et la réalité<sup>41</sup>. Par exemple, en définissant le *seuil d'indigence* en fonction de l'évaluation de la valeur monétaire d'un panier de biens nécessaires à la reproduction de l'individu (ou du foyer) – plutôt qu'en fonction d'un revenu universellement applicable – et en ajoutant un *multiplicateur* dit « *de Engel* » à cette ligne pour tenir compte de l'habillement, du transport et du logement et ainsi obtenir la *ligne de pauvreté*<sup>42</sup>, il devient possible de faire varier le seuil selon les régions et les situations concrètes. De nombreuses précisions et critiques viendront s'ajouter à cette nouvelle mesure prétendument plus précise et malléable<sup>43</sup>. Par exemple, Julio Boltvinik et Araceli Damián<sup>44</sup> vont questionner le seuil utilisé par le gouvernement mexicain, en ajoutant des variables telles que les *Nécessités de base insatisfaites* (PNUD), ou en pondérant différemment la composition du *Panier de biens nécessaire*, pour montrer la sous-représentation de la pauvreté urbaine ainsi que la sous-évaluation de la pauvreté en général.

D'autres précisions à la mesure de la pauvreté sont également introduites par l'usage d'indicateurs équité (ou d'inéquité) telles que :

---

<sup>40</sup> Destremau, « Les indices de la pauvreté... », p. 72.

<sup>41</sup> Pour ne donner qu'un exemple, dans une entrevue accordée au *Devoir* (26 mars 2005, p. F6), James Galbraith, chercheur principal du *University of Texas Inequality Project* et fils de l'illustre économiste John Kenneth Galbraith, commentait que l'une des principales difficultés auxquelles ont jusqu'à présent été confrontés les chercheurs dans ce domaine tient à « l'extrême pauvreté de données statistiques de qualité ». Tout le travail de son groupe de recherche repose sur l'établissement de « meilleures » données statistiques, reprenant pourtant la plupart des formules créées par le PNUD depuis 1990.

<sup>42</sup> Martin Ravallion, « La mesure de la pauvreté », *problèmes économiques*, n° 2508, (numéro spécial intitulé *Pauvreté et exclusion*), février 1997, p. 4.

<sup>43</sup> Les analyses réalisées par le GIS DIAL (Groupement d'intérêt scientifique, Développement et insertion internationale), par exemple, contestent cette méthode basée sur les normes alimentaires définies par la FAO en fonction du fait qu'elle ne tient pas compte des « variations journalières de l'équilibre énergétique » pas plus que des variations intra- et inter-individuelles des besoins énergétiques ou de la consommation effective. Cité par, Bey, « Recherches sur la pauvreté... » p. 875.

<sup>44</sup> Boltvinik et Damián, « La pobreza ignorada... » pp. 21-53.

- a) Le *coefficient de Gini* qui établit, à partir de la *courbe de Lorenz*, l'aire se trouvant entre la *ligne d'égalité parfaite* et la *courbe de Lorenz*, en tant que pourcentage se trouvant entre la *ligne d'égalité parfaite* (équivalente à 0) et la *ligne d'inégalité parfaite* (équivalente à 1).
- b) L'*indicateur d'équité*, mettant en rapport les revenus du 40% (ou 20%) de la population ayant les revenus les plus bas avec les revenus du 10% (ou 20%) de la population ayant les revenus les plus hauts, évaluant ainsi la concentration des revenus.
- c) L'*indice de Theil*, permettant de caractériser les inégalités en fonction des variables de l'éducation, l'âge, l'emploi, etc. ou bien entre déciles<sup>45</sup>.
- d) L'*indice de Sen* qui calcule : 1) le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté absolu exprimé en termes monétaires, 2) la distribution des revenus dans la population à bas revenus et 3) l'intensité de la pauvreté par l'écart moyen des bas revenus<sup>46</sup>.

En explorant diverses formes d'inégalités, les études montrent comment ce facteur d'inégalité peut être déterminant pour que la croissance entraîne une baisse substantielle de la pauvreté<sup>47</sup>. La multiplication d'indicateurs donne alors l'impression que la mesure de la pauvreté est de plus en plus exacte, que l'invention de nouveaux indices ou leurs croisements permettront de se rapprocher de la multidimensionnalité de la pauvreté<sup>48</sup>. Cette problématisation de la mesure conduit ainsi à la production d'un nombre infini d'études pour préciser ou questionner la valeur de chaque mesure ou la valeur des variables isolées. Au-delà des oppositions entre les auteurs qui voient dans la mondialisation ou la libéralisation des échanges une voie privilégiée pour l'élimination de la pauvreté et ceux qui voient dans le même processus de mondialisation financière la cause de l'augmentation et l'intensification de la pauvreté, l'usage commun d'indicateurs de pauvreté et leur mise en relation avec d'autres variables permettant des prises de décision politiques, fournit un terrain commun sur lequel discutent ces études.

---

<sup>45</sup> Blandine Destremau et Pierre Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 30.

<sup>46</sup> Amartya Sen, « Poverty: An Ordinal Approach to Measurement », *Econometrica*, Vol.44, n°2, mars 1976, pp. 219-231

<sup>47</sup> Voir, par exemple, CEPAL, PNUD et IPEA (Instituto de Pesquisas Econômicas Aplicadas, Brésil), *Hacia el objetivo del milenio de reducir la pobreza en América Latina y el Caribe*, Santiago, Nations unies, 2003 ; voir également, David de Ferranti, Guillermo Perry, Francisco Ferreira et Michael Walton, *Desigualdad en América Latina y el Caribe: ¿ruptura con la historia?*, Washington, Banque mondiale, 2003.

<sup>48</sup> Destremau et Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté...*

De manière illustrative, nous pouvons noter comment Pierre Salama, auteur critique des politiques « monétaires » de réduction de la pauvreté, affirme :

« On montre ainsi [grâce à l'indice de Theil] que l'éducation, plus précisément l'insuffisance d'éducation, est le facteur qui expliquerait le plus les inégalités (une politique publique qui favorisant l'éducation dans le budget pourrait donc permettre de diminuer les inégalités et ce faisant la pauvreté) ». Cette conclusion est aussi-tôt contredite par une précision capitale : « Évidemment, l'éducation, le type d'emploi, etc. ne sont pas en eux-mêmes explicatives. Le niveau d'éducation trop faible résulte aussi de la pauvreté et la colinéarité est trop importante pour donner une pertinence statistique suffisante »<sup>49</sup>.

La question se pose alors de savoir pourquoi Salama – à l'instar d'Amartya Sen, du PNUD et de la plupart des auteurs critiques au sein de la littérature sur la lutte contre la pauvreté<sup>50</sup> – déduit l'effet positif des politiques publiques d'éducation à partir d'une corrélation métonymique dont il constate lui-même la limite ?

Une réponse à cette interrogation nous est fournie par Destremau et Salama dans leur ouvrage *Mesures et démesures de la pauvreté*, lorsqu'ils affirment : « La mesure de la pauvreté est supposée donner un contour quantitatif à ce problème, de façon à prendre, par la suite, les décisions qui s'imposeront en connaissance de cette mesure »<sup>51</sup>. Précisant que l'importance concrète ou politique du problème dépendra de l'importance de sa mesure, ces auteurs montrent comment les hypothèses sous-jacentes à cette mesure détermineront le sens de ce qui sera mesuré :

« La mesure de la pauvreté se voit ainsi attribuer une finalité noble s'il en est : témoigner de la démesure de la misère comme violation des droits de l'homme, et contribuer à la satisfaction de ces droits. Paradoxalement, c'est dans cette perspective ambitieuse qu'elle se révèle le plus incapable de rendre compte des dimensions les moins quantifiables de la misère et des souffrances qu'elle produit inévitablement, sauf à multiplier et à croiser les critères de façon à se rapprocher de leur multidimensionnalité. »<sup>52</sup>

La production d'indices recouvre ainsi une dimension politique qui explique (sans nécessairement justifier) cette production et reproduction systématique de mesures et corrélations de la pauvreté. C'est autour de la légitimation de différents modèles politiques ou

<sup>49</sup> Pierre Salama, « Des pauvretés en général... », p. 43.

<sup>50</sup> Il importe de spécifier qu'il n'est question ici que des études critiques s'inscrivant dans le champ spécifique des études sur la pauvreté. Le commentaire n'inclut donc pas les études critiques ayant pour objet les pratiques institutionnelles se développant au nom de la lutte contre la pauvreté.

<sup>51</sup> Destremau et Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté...*, p. 146.

<sup>52</sup> Destremau et Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté...*, p. 149.

sociaux que s'affrontent indirectement les différentes mesures de la pauvreté. La question qui persiste est encore de savoir si, en habilitant certaines politiques publiques (sur le plan de l'éducation, de la santé ou de l'alimentation, par exemple) par la démonstration de leur plus grande « efficacité » à réduire la pauvreté, ces auteurs et institutions ne se sont pas fait imposer l'essentiel de la réflexion, surdéterminant ou subordonnant leurs résultats à une forme d'utilitarisme postulant les intérêts des populations concernées, les priorités gouvernementales, les formes d'intervention et le contexte social, politique et économique dans lequel doit se dérouler cette action. Loin de permettre un regard critique sur le phénomène, la multiplication des indices et des croisements et l'introduction de la « multidimensionalité » de la pauvreté dans la réflexion ne serait-elle pas en train d'élargir à chaque fois l'emprise de cette *raison instrumentale*<sup>53</sup> sur des pans de plus en plus vastes du social ? En d'autres termes, en problématisant la pauvreté à travers les erreurs ou les insuffisances de ses mesures, n'est-on pas en train de déproblématiser le fait même que l'on doive nécessairement traduire cette pauvreté par des indicateurs quantifiables subordonnés à des contraintes institutionnelles relatives à la gestion de la pauvreté ?

#### **1.4- Pauvreté humaine : Une conception « qualitative » de la pauvreté?**

La critique du réductionnisme lié à la mesure monétaire de la pauvreté tout comme la recherche d'indicateurs composites cherchant à embrasser la « multidimensionnalité » à laquelle font référence Destremau et Salama dans la citation précédente, rejoint les efforts déployés par le PNUD pour élaborer des *Indicateurs de développement humain* qui incorporent dans la définition de la pauvreté de multiples dimensions (psychologiques, sociales, politiques, etc.). Cette convergence se fait autour des travaux du prix Nobel d'économie (1998) Amartya Sen, qui définit le développement, non pas en fonction de la croissance du PNB ou des revenus, pas plus qu'en relation à l'industrialisation, le progrès technologique ou la modernisation, mais plutôt comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus<sup>54</sup>. À sa suite, le PNUD définit le développement comme un processus visant à élargir les possibilités offertes aux individus. Selon ces principes, la pauvreté possède une multiplicité de visages et va bien au-delà d'une insuffisance de revenus.

---

<sup>53</sup> Marcuse, *L'homme unidimensionnel*...

<sup>54</sup> Amartya Kumar Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003, p. 15.



La pauvreté se reflète aussi dans les mauvaises conditions de santé ou d'éducation, dans le manque d'accès au savoir et aux possibilités de communication, dans l'impossibilité d'exercer des droits politiques et de faire valoir les droits de la personne humaine et dans l'absence de dignité, de confiance et de respect de soi-même<sup>55</sup>.

Cependant, participant à la même économie politique des statistiques que les autres intervenants de la pauvreté, le PNUD, tout comme Sen et la plupart des auteurs critiques sur la question de la pauvreté, vont subordonner leur critique à la *contrainte constitutive de quantification*. En 1990, par exemple, dans son premier *Rapport mondial sur le développement humain*, le PNUD va créer un *Indicateur de développement humain (IDH)* censé refléter la position d'un pays par rapport à l'unité du progrès humain évalué en fonction de possibilités fondamentales dont devraient disposer les personnes pour s'intégrer à la société et lui apporter leur contribution. Bien que, sur le plan de la définition abstraite de la notion de *possibilités* ou de *capacités*, le PNUD incorpore des dimensions très larges comme les libertés civiques et politiques ainsi que les droits humains, l'IPH, lui, ne retiendra que les trois principales possibilités, sans lesquelles « un grand nombre d'autres opportunités restent inaccessibles ». Ces trois possibilités sont celles de mener une vie longue et saine, d'acquérir des connaissances et d'avoir accès aux ressources nécessaires pour disposer d'un niveau de vie décent. Une fois traduites en Indicateur de développement humain, ces trois possibilités se transforment en la moyenne arithmétique entre trois éléments : la longévité (mesurée par l'espérance de vie à la naissance) ; le niveau d'éducation (mesuré par une combinaison du taux d'alphabétisation des adultes et du taux de fréquentation scolaire aux trois niveaux) ; et le niveau de vie (traduit par le PIB en termes réels, exprimé par dollars PPA)<sup>56</sup>. Le PNUD va également produire, en 1995, un *Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)* et un *Indicateur de participation des femmes (IPF)*, de manière à mettre l'accent sur les inégalités sociologiques entre les sexes. En 1996, il élabore un *Indicateur de pauvreté humaine (IPH)*, d'abord nommé *Indicateur de pénurie de capacités (IPC)*, cherchant à rendre compte, comme son premier nom l'indique, de la pénurie de *capacités* vécues par les individus et non pas, comme le fait l'IDH, du niveau moyen de capacités atteint par un pays en relation à une norme. L'IPC « se fonde sur les paramètres représentant les dimensions les

<sup>55</sup> PNUD, RMDH/97, Paris, Economica, 1997, p. iii.

<sup>56</sup> À ce sujet, voir Destremau, « Les indices de la pauvreté... », p. 76.

plus élémentaires des manques et déficits affectant la vie humaine : faible longévité, manque d'éducation de base et absence d'accès aux ressources privées et publiques »<sup>57</sup>. Les variables sur lesquelles s'appuie l'IPH sont :

« [...] le pourcentage d'individus risquant de décéder avant quarante ans, le pourcentage d'adultes analphabètes et les services procurés par l'économie dans son ensemble, cette troisième variable est représentée par trois critères : le pourcentage d'individus n'ayant pas accès aux services de santé et à l'eau potable et le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition. »<sup>58</sup>.

La conception de la pauvreté se dégageant des indicateurs du PNUD est qualifiée de qualitative<sup>59</sup>, de subjective et de structurelle<sup>60</sup>, en fonction du contraste patent et explicite entre ces indicateurs et la mesure monétaire de la pauvreté : qualitative, car ces indicateurs ne conçoivent pas la pauvreté uniquement comme un manque matériel mais également comme un manque de droits, de libertés et de perspectives, de dignité... ; subjective, car ces indicateurs prétendent rendre compte du dénuement vécu par les personnes, plutôt que d'utiliser un indicateur indirect comme le revenu ; structurelle, enfin, car, en s'intéressant aux facteurs conçus tout autant comme une cause que comme une conséquence de la pauvreté, ces indicateurs permettraient de s'attaquer aux structures mêmes de la pauvreté, chose que ne feraient pas les indicateurs de développement fondés sur le revenu ou sur le PNB<sup>61</sup>.

Il est toutefois étonnant que l'on désigne comme *qualitatif*, un indicateur *quantitatif* de carences ou de besoins ; comme *subjective*, l'*objectivation* du dénuement ; et comme *structurelle*, une description de la pauvreté définissant ces « structures » en fonction de catégories statistiques reprenant directement et exclusivement des catégories *administratives* de l'État (soit la santé, l'éducation, la salubrité et les services)<sup>62</sup>, sans rapport direct à la

<sup>57</sup> PNUD, RMDH/97, p. 5.

<sup>58</sup> PNUD, RMDH 97, p. 15

<sup>59</sup> Pierre Salama, « Des pauvretés en général... », p. 56.

<sup>60</sup> Marguerite Bey, « Recherches sur la pauvreté... », p. 885.

<sup>61</sup> Les arguments pour soutenir cette limite du PNB ainsi que des indicateurs de revenu, répété à satiété dans la littérature sur la pauvreté, sont, d'une part, qu'un fort taux de pauvreté monétaire peut coïncider avec une pauvreté humaine limitée, ou l'inverse (PNUD, 1997 : 42 et suivantes) ; et, d'autre part, que le revenu n'est qu'un indicateur indirect qui ne rend compte ni de la disponibilité ni de l'accessibilité des biens et services fondamentaux (éloignement, insuffisances, discrimination, accès au crédit, fluctuation de prix...), ni des choix effectués dans leur utilisation, et ne reflète donc pas l'impact de cette disposition monétaire sur le bien-être.

<sup>62</sup> « La structure des principaux facteurs déterminant les niveaux de pauvreté (éducation, emploi, accès à la propriété et nombre de personnes par foyer) et leur distribution n'ont pas changé de manière

structure sociale ou productive. Les causes « structurelles » de la pauvreté ne réfèrent alors qu'au type et à la quantité de dépenses sociales de l'État, n'incorporant les éléments habituellement considérés comme structurels – tels les que rapports sociaux, de pouvoir ou de production<sup>63</sup> ou encore le type d'insertion des économies du Tiers monde dans la Division internationale du travail – qu'une fois traduits au sein d'indicateurs de développement postulant la normalité et la désirabilité d'une forme particulière des structures sociale, politique et économique.

En mettant l'emphase sur les *capacités de base insatisfaites* dans l'élaboration de ses paramètres, il est clair que le PNUD poursuit d'autres buts que ceux de la Banque mondiale. Alors que l'indicateur de pauvreté monétaire de la Banque Mondiale soutient implicitement une conception du développement basée la croissance économique par la libéralisation des échanges et des rapports de production<sup>64</sup>, les indicateurs de capacités du PNUD, eux, impliquent surtout une intervention des pouvoirs publics et une réduction des inégalités. Le PNUD accorde en effet une attention particulière à la structure des dépenses publiques en évaluant d'une part, le rapport entre la dépense publique et le PNB et d'autre part, le montant des dépenses sociales et des dépenses sociales prioritaires<sup>65</sup>. Cependant, on aurait tort d'opposer ces deux conceptions du développement et de la pauvreté. Le PNUD ne prétend pas que le revenu n'ait aucune incidence sur les possibilités offertes aux individus et ne se prive pas d'utiliser des indicateurs monétaires comme le PIB, comptant pour un tiers de l'IDH. Il utilise les revenus pour établir des indices d'équité ou pour développer un seuil de pauvreté monétaire variable selon les régions<sup>66</sup>. Quant à elle, la Banque mondiale ne prétend

---

significative; en d'autres termes, la région ne s'est pas encore défaire des structures sociales qui perpétuent la pauvreté d'une génération à l'autre. ». José Antonio Ocampo et Juan Martin (éds.), *Une décennie d'ombres et de lumières, L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, Santiago du Chili, CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) / IEHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 2003.

<sup>63</sup> À l'exception de ses formes les plus abjectes comme le servage, l'esclavage ou le travail des enfants.

<sup>64</sup> Destremau, « Les indices de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD : Une analyse critique », in Poulin et Salama, (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 65-89.

<sup>65</sup> PNUD, RMDH/ 96, p. 79.

<sup>66</sup> En se basant sur des « sondages concernant le budget, le revenu ou les dépenses disponibles des ménages » (PNUD, RMDH/ 97, p. 261), le PNUD établit le seuil de pauvreté, à deux dollars (en Parité de pouvoir d'achat de 1985) quotidiens *per capita* pour les pays d'Amérique latine, à quatre dollars (PPA 1990) pour les pays d'Europe de l'Est et la CEI et à 14,5 \$ pour les pays industrialisés et de un dollar pour le reste des pays.

pas que les dépenses sociales ou les inégalités n'aient aucune importance, loin s'en faut. Par exemple, justifiant l'investissement en santé ou en éducation en fonction de leurs effets positifs sur la croissance, la Banque place les dépenses sociales au centre de ses préoccupations et de ses stratégies de lutte contre la pauvreté. Elle s'intéresse également aux effets pervers de l'inégalité en ce qui a trait à l'objectif de réduction de la pauvreté et va même jusqu'à développer, comme nous le verrons plus loin, des « Évaluations participatives de la pauvreté », s'appuyant sur les perceptions qu'auraient les pauvres eux-mêmes de leur condition.

Ainsi, bien que ces deux institutions aient des conceptions fort différentes du développement, s'expliquant entre autres par leurs différentes fonctions ou vocations (la Banque mondiale étant, après tout, une banque), la convergence autour de l'idée de lutte contre la pauvreté et de la nécessité d'une mesure de celle-ci font en sorte que ces deux institutions, tout comme la masse d'auteurs discutant autour des données qu'elles leur fournissent, tendent à ne pouvoir concevoir la pauvreté autrement que comme quantité à réduire à travers de « bonnes » politiques. Prétendant humaniser la vision économiciste du développement, les approches dites humaines ne seraient-elles pas en train d'« économétriser » l'humain, cherchant à l'insérer dans des suites statistiques permettant son suivi, sa hiérarchisation, sa manipulation en fonction d'objectifs institutionnels et de méthodes précises et contraignantes ?

#### **1.4.1- Le développement en tant qu'expansion des libertés :**

##### **Divergences et convergences entre les indicateurs du PNUD et la pensée Sen**

Bien que les indicateurs de pauvreté du PNUD reprennent le vocabulaire et les orientations idéologiques ou éthiques exprimées par Amartya Sen (qui participe d'ailleurs personnellement à l'élaboration d'études pour cette institution), il ne serait pas juste de ne considérer les propositions de cet auteur qu'à partir de l'usage qu'en fait le PNUD dans ses indicateurs, contraints par des conditions de production particulières. La conception du développement en tant que « processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus »<sup>67</sup>, se veut une vision large intégrant « des données politiques, économiques et sociales hétérogènes qui mettent en jeu toutes sortes d'institutions ainsi que leurs

---

<sup>67</sup> Sen, *Un nouveau modèle économique ...*, p.15.

interactions »<sup>68</sup>.. La pauvreté n'est alors qu'un facteur parmi d'autres pour rendre compte du développement. Et sa définition en tant que « privation de capacités de base »<sup>69</sup> est censée permettre de l'aborder, au-delà d'un manque de revenu, en fonction du critère ultime du développement : la liberté. La pauvreté est alors considérée comme un déni de liberté, au même titre « que la tyrannie, l'absence d'opportunités économiques comme les conditions sociales précaires, l'inexistence de services publics autant que l'intolérance ou la répression systématique exercée par les états autoritaires »<sup>70</sup>..

En tant qu'objectif constitutif du développement, la liberté possède une valeur en soi, indépendamment de ses effets sur la croissance. Néanmoins, les thèses de Sen cherchent à montrer que la liberté constitue également un des principaux vecteurs de développement. S'opposant à l'idée selon laquelle il serait nécessaire de générer d'abord la richesse pour ensuite pouvoir la distribuer, Sen cherche à montrer comment les *capacités* (conçues en tant que potentialités nécessaires à l'exercice concret des libertés) peuvent être élargies indépendamment du PNB par habitant et, plus encore, comment l'élargissement de ces capacités a des effets bénéfiques sur le PNB. Cette convergence entre les libertés « substantielles », c'est-à-dire valorisées en soi et pour soi, et les libertés instrumentales, c'est-à-dire générant des effets positifs sur la croissance, est rendue possible grâce à une définition des libertés « substantielles » dans les mêmes termes que ceux des indicateurs (quantitatifs)<sup>71</sup> de développement. Cela permet ensuite l'insertion de ces libertés substantielles dans des déductions économétriques permettant des prises de décisions politiques (*policy making*) qui posent l'économie de marché comme contexte nécessaire et inéluctable, bien que, somme toute bénéfique. En effet, Sen accorde au marché une valeur de « liberté naturelle », au même titre que la liberté de parole ou que les échanges entre individus :

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, p.13.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p.36.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p.16.

<sup>71</sup> « La privation de capacités élémentaires se traduit par une mortalité prématurée élevée, de la malnutrition (surtout pour les enfants), une morbidité persistante, un fort taux d'illettrisme et autres problèmes ». *Ibid.*, p. 36.

« Certes, le mécanisme de marché contribue de façon significative à la croissance économique, mais cet aspect est secondaire, dès lors que l'on admet l'importance directe d'échanger des mots, des biens, ou des cadeaux »<sup>72</sup>.

On pourrait voir dans cette référence à la parole et au don<sup>73</sup> (*échanger des mots des biens ou des cadeaux*), une prise de distance vis-à-vis de l'utilitarisme dominant la pensée développementaliste anglo-saxonne. Pourtant, en mettant en équivalence le don, la parole, et les échanges de biens, Sen n'est-il pas plutôt en train de naturaliser l'échange marchand ? N'est-il pas en train de le faire entrer dans la même catégorie de sens que la parole et les échanges entre personnes ? Reste à établir si cette « relecture » du marché le conduit, comme pour Marcel Mauss, à revoir la nature des échanges marchands en y incorporant leur dimension symbolique<sup>74</sup> ou si, au contraire, il ne tendrait pas plutôt à faire entrer l'ensemble des échanges (de mots, de biens et de cadeaux) entre les personnes au sein d'une logique immanente du marché. Déjà la concession rhétorique (« Certes ») faite au début de cette citation à une conception du marché en tant que mécanisme d'optimisation de l'allocation des ressources (« le mécanisme de marché contribue de façon significative à la croissance économique ») nous donne un certain indice. Cependant, c'est l'ensemble des postulats et des positions soutenues par Sen qui nous permet de trancher cette question.

En effet, alors que dans la citation précédente l'échange se présente de manière abstraite et générale, comme faisant partie de la nature humaine, dans la plupart des cas chez l'auteur, l'échange fonctionne de manière très concrète, en relation aux institutions d'une société marchande qui se voit ainsi naturalisée :

« Refuser la liberté de participer au marché du travail est l'une des manières de maintenir les gens dans une situation de sujétion et d'asservissement... »<sup>75</sup> ;

---

<sup>72</sup> *Ibid.*, pp.19-20.

<sup>73</sup> Marcel Mauss, « Essai sur le don, Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1968, p. 145-284.

<sup>74</sup> Caillé, Alain, « Don et symbolisme », in M.A.U.S.S., *Plus réel que le réel, le symbolisme*, Paris : La Découverte/M.A.U.S.S., 1998.

<sup>75</sup> Sen, *Un nouveau modèle économique...*, p. 20. Dans la conception de Sen, il est impossible que le marché puisse engendrer des formes indignes serviles ou dégradantes de production puisque ces formes sont définies comme étant non marchandes, mais plutôt esclavagistes, féodales, archaïques. Cette forme de dualisme permet une conception ontologiquement bonne du marché, lui attribuant exclusivement les bénéfices relatifs aux industries modernes et performantes et déplaçant la responsabilité des aberrations engendrées par les formes de propriété pourtant nécessaires à l'existence d'une économie de marché, vers des retards sur le plan culturel ou politique.

« Des limitations arbitraires imposées au mécanisme de marché peuvent conduire à une restriction des libertés, conséquence directe de l'absence de marché. Un déni d'opportunités économiques – celles offertes par l'existence du marché – équivaut à un déni de libertés. »<sup>76</sup>.

Ainsi, en définissant les rapports marchands et salariés comme des libertés substantielles et fondamentales, et en définissant le marché comme un mécanisme vertueux engendrant nécessairement la croissance des biens et des opportunités sociales, il n'est pas étonnant que l'on retrouve des corrélations positives entre la « liberté » (« en soi et pour soi ») et la croissance économique.

Le même phénomène se constate dans la manière de construire les dimensions sociales et politiques du développement en tant que liberté :

« Les libertés politiques (libre expression et élections) favorisent la sécurité économique. Les opportunités sociales (l'accès à l'éducation et à la santé) facilitent la participation économique. L'ouverture économique (la possibilité de participer à la production et aux échanges) aide à améliorer le niveau de vie individuel ainsi qu'à dégager des fonds publics pour les services sociaux »<sup>77</sup>.

Les libertés politiques, déjà restreintes aux élections et à la liberté d'expression, se voient mises en relation directe avec la « sécurité économique ». De même, les opportunités (libertés) sociales se voient réduites à la santé et à l'éducation et valorisées en fonction de leurs effets sur la « participation économique ». Inversement, la libéralisation économique se voit confirmée en tant que mécanisme par excellence pour accroître le bien-être et la richesse des nations.

Plutôt que d'enrichir la conceptualisation et l'analyse des échanges et du développement, en y incorporant des dimensions « humaines », non-utilitaristes, éthiques, sociales ou politiques, ce que fait la pensée sénienne c'est plutôt d'appauvrir la notion de liberté en la contraignant systématiquement à fonctionner au sein de raisonnements « néo-utilitaristes », naturalisant le marché et le salariat, postulant les effets bénéfiques de la libéralisation des échanges, réduisant non seulement l'utilité mais la liberté et le désir à la généralisation d'un type de société fétichisant la marchandise. Les « nouvelles » dimensions (sociales, politiques, familiales, symboliques) du développement ne viennent que se

---

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 25.

surajouter au postulat d'un marché qui les subsume et leur donne le cadre nécessaire au sein duquel elles doivent s'exercer :

« On imagine mal comment un réel processus de développement pourrait prendre place sans un recours massif au marché, mais on ne doit pas pour autant relativiser le rôle du soutien social, de la réglementation, ou même des orientations gouvernementales lorsque celles-ci visent à enrichir les vies humaines »<sup>78</sup>.

C'est ainsi que la liberté peut s'intégrer harmonieusement dans le marché et que ces deux dimensions d'un seul processus peuvent se renforcer mutuellement :

« L'absence de libertés économiques favorise le déni de libertés sociales tout comme l'absence de libertés sociales ou politiques facilite le déni de libertés économiques »<sup>79</sup>

La pensée de Sen s'oppose pourtant explicitement à l'utilitarisme. Reprenant la critique que Rawls adresse à ce courant et incorporant de manière remaniée la notion de « dotations minimales de départ », Sen cherche à s'éloigner d'une conception abstraite et générale de l'utilité ou du bonheur, pour introduire à sa place les notions de « potentialités », de « capacités » et de « libertés » qui, elles, n'auraient pas à préjuger de ce que les gens désireraient ou réaliseraient concrètement. Sen va plus loin, en cherchant également à dépasser ces notions (de capacités ou de potentialités), jugées trop abstraites ou générales, en leur critiquant le fait qu'elles ne permettent pas d'établir si les individus exercent réellement ces potentialités. Il développe alors la notion de *fonctionnalité* qui cherche à rendre compte, par des résultats *mesurables*, des effets concrets engendrés par ces potentialités. Et c'est justement par là que les principes abstraits d'un type d'*individualisme méthodologique rationnel et utilitariste*<sup>80</sup> – donnant valeur universelle à une conception normative particulière – sur « ce que les gens ont raison de désirer »<sup>81</sup> seront réintroduits dans l'analyse.

---

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>80</sup> Pour une distinction entre *l'individualisme méthodologique de type rationnel et utilitariste* et ceux de type *rationnel mais non utilitariste* et de type *irrationnel*, voir Raymond Boudon, *L'idéologie. L'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1992, p. 313.

<sup>81</sup> On reconnaît bien dans cette formule, répétée à satiété dans les textes de Sen, la trace de l'individualisme méthodologique qui ne cherche pas à expliquer les phénomènes sociaux à partir d'une rationalité commune à chaque individu. Voir à ce sujet, Dan Sperber, *Individualisme méthodologique et cognitivisme*, in Raymond Boudon, François Chazel et Alban Bouvier (eds.) *Cognition et sciences sociales*. Paris: Presse Universitaires de France, 1997, pp. 123-136.



En effet, Sen entend interpréter le développement à partir d'une « base factuelle, centrée sur les libertés réelles dont les gens veulent – avec raison – bénéficier »<sup>82</sup>. Cependant, il n'y a pas à proprement parler de méthode pour établir « ce que les gens ont raison de désirer ». Ces désirs sont déduits des postulats généraux, dont nous venons de parler, au sein desquels l'économie de marché (ouverte et libéralisée) se trouve élevée au rang d'une liberté fondamentale intrinsèque à la nature humaine, au même titre que le langage et les liens sociaux. Ainsi, pour Sen, la « liberté d'échanges et de transactions [est une] de ces libertés élémentaires auxquelles **les gens ont raison d'aspirer** »<sup>83</sup>. De même, les indicateurs de développement comme les taux de mortalité, d'alphabétisation, de scolarisation, de fécondité, de croissance, etc. se transforment en autant d'objectifs et d'aspirations « auxquelles les gens ont raison d'aspirer » ; ce qui conduit à réduire la liberté aux indicateurs de développement comme la mortalité, le taux d'alphabétisation, le taux de fécondité, le taux de croissance, etc. Les pauvres se voient alors chosifiés dans des indicateurs de carences (ou de capacités) et le rôle d'« agents » qui leur est attribué se trouve réduit à l'application de ces principes universels, établis de manière abstraite, sans égard pour les aspirations concrètes qu'ils pourraient effectivement avoir.

De la même manière, Sen prend ses distances vis-à-vis de la notion de *capital humain* en montrant comment celle-ci tend à réduire l'humain à un facteur de production<sup>84</sup>, argumentant que sa méthode valoriserait l'humain en soi et pour soi, en fonction du bien-être que les capacités (constitutives de la notion de capital humain) offrent aux individus en leur permettant de développer leurs aspirations. Par contre, en réduisant ces capacités à des indicateurs de développement (comme le taux d'alphabétisation, de morbidité ou de natalité) il ne parvient pas à faire en sorte que cette position de principe se traduise, sur le plan de l'analyse, en une incorporation d'aspirations concrètes se situant ailleurs que ces facteurs de développement et, ultimement, de production. « Ce à quoi les gens ont raison d'aspirer » ne peut être que la réalisation d'une économie de marché, tempérée par des interventions étatiques guidées par un savoir abstrait et général sur les indicateurs de développement.

---

<sup>82</sup> Sen, *Un nouveau modèle économique...*, p. 35.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 382 et suivantes.

Ainsi, bien que Sen prétende fonder son argumentation sur une « base factuelle, centrée sur les libertés réelles dont les gens veulent – avec raison – bénéficier »<sup>85</sup>, il apparaît que ces libertés, loin d'être « concrètes » et « désirées » par les gens, sont plutôt déduites d'une conception particulière (utilitariste), tendant à s'universaliser à partir d'un individualisme méthodologique postulant les désirs des populations. Loin d'être « concrète », la méthode utilisée par Sen pour établir les aspirations des populations s'appuie sur une conception « abstraite » et minimale de ce que les « individus » (et non pas les populations concrètes) « devraient » désirer. Cette manière de postuler les désirs des populations analysées tend ainsi à évacuer toute analyse des aspirations sociales concrète et à imposer une forme particulière de vie en société travestie en désir ultime des individus.

#### **1.4.2- Approches en termes d'exclusion**

La même manière de postuler les aspirations des populations en fonction de la contrainte constitutive de quantification se constate également au sein d'approches fondées sur la notion d'*exclusion sociale*. Bien que cette notion ait surtout été développée pour aborder la pauvreté dans les pays industrialisés<sup>86</sup>, des auteurs comme Bhalla et Lapeyre ont cherché à en faire une adaptation permettant d'y intégrer les pays du Tiers monde. Tout comme Sen, ces auteurs critiques travaillant sur le thème de la pauvreté critiquent le caractère limité de la notion de pauvreté – réduisant le problème à ses dimensions monétaires ou matérielles – et cherchent à développer une conception multidimensionnelle qui permette d'incorporer dans un seul et même concept les dimensions économiques, sociales et politiques de l'exclusion sociale de certaines populations. Selon ces auteurs, bien que la pauvreté soit fortement corrélée aux deux autres dimensions de l'exclusion sociale, elle ne permet pas, à elle seule, de rendre compte des autres dynamiques pouvant l'engendrer. Une bonne performance sur le plan des indicateurs sociaux (alphabétisme, mortalité, pauvreté, etc.), par exemple, ne permet pas de préjuger du respect des libertés civiques et politiques, des effets psychosociaux du chômage endémique, de l'absence de discrimination fondée sur la race, l'ethnie, le genre, l'âge, etc. À l'inverse, disent-ils, la pauvreté matérielle ne signifie pas nécessairement l'exclusion sociale :

---

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>86</sup> Voir à ce sujet, Bey, « Recherches sur la pauvreté...

« People can be poor and not be excluded from certain basic needs ; they may continue to enjoy some access to the labor market, to some physical resources and to political rights and obligations. »<sup>87</sup>.

La notion d'exclusion sociale cherche ainsi à rendre compte de l'effet cumulatif de diverses dimensions du social pouvant entraîner l'exclusion, la marginalisation ou le décrochage d'un secteur donné ou, au contraire, faciliter son intégration.

Cependant, au moment de l'application de ces principes à des études concrètes, le recours aux mêmes indicateurs quantitatifs de pauvreté décrits précédemment s'impose de lui-même, réduisant considérablement leur portée. Le fait que ces auteurs reprennent intégralement les indicateurs d'inégalité ou de pauvreté humaine en tant qu'indicateurs de la dimension économique et sociale de l'exclusion rend superflue une démonstration supplémentaire à ce sujet. Toutefois, il est important de montrer comment la notion d'exclusion sociale, appliquée à l'analyse des sociétés du Tiers monde, tend à étendre cette contrainte jusqu'aux dimensions dites politiques ou « relationnelles ». En cherchant à quantifier (négativement) la participation sociale, par exemple, on tend à réduire cette dimension à des taux de criminalité censés rendre compte de la désagrégation du tissu social :

« Extent of social participation reflected in the extent of weakening of social fabric, as measured by greater crime, juvenile delinquency and homelessness, and so on [...] captures relational aspects – relations among individuals as well as between the citizens and the State. »<sup>88</sup>.

N'étant qu'un indicateur indirect et négatif de la participation, la criminalité reste tout aussi abstraite que les autres indicateurs critiqués plus haut et conduit ainsi au même type de déductions qui, tout en prétendant incorporer « la perception que les gens ont de leur propre situation et besoins »<sup>89</sup>, ne fait que légitimer, universaliser ou fétichiser un type particulier d'organisation sociale ou de projet de développement.

De la même manière, les dimensions culturelles, associatives ou communautaires se voient traduites en fonction de leur impact économique, en tant que capital social<sup>90</sup>. Elles peuvent favoriser « la transmission d'information, la transparence et la confiance nécessaire à

---

<sup>87</sup> Ajit Bhalla et Frédéric Lapeyre, *On Poverty and Social exclusion in a Global World*, London, Macmillan, 1999, p. 13.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>89</sup> « ...rooted in peoples own analysis of their situation and needs », *Ibid*, p.29.

<sup>90</sup> Guy Hermet, *Culture et Développement*, Paris, Presses de sciences po, 2000.

l'investissement et réduisant les coûts de transaction » ou constituer des polices d'assurance contre le risque ou facilité la recherche d'emploi ou la mobilité sociale<sup>91</sup>.

### 1.4.3- Induction des besoins à partir d'enquêtes participatives

Cette tendance à la déduction des intérêts, des comportements et des désirs des pauvres à partir d'une conception utilitariste de leurs besoins semblait pourtant avoir été remise en question au sein de la littérature sur la pauvreté dès la fin des années 1990. Inspirées par l'étude en trois volumes dirigée par Deepa Narayan, intitulée *La parole est aux pauvres*<sup>92</sup>, plusieurs études cherchent à *induire* les besoins et aspirations des pauvres à partir d'enquêtes d'opinion participatives (*Évaluation participative de la pauvreté*) plutôt qu'à les *déduire* à partir de conceptions générales sur ce que devraient désirer les pauvres. L'étude *La parole est aux pauvres* précise ainsi :

« Nous avons procédé par induction pour découvrir les dimensions de la pauvreté que les pauvres jugent importantes et pour saisir leur perception de la pauvreté. À cet effet, nous avons dû faire abstraction de nos idées préconçues sur divers sujets : ce que les pauvres estiment important, le rôle de secteurs particuliers dans la lutte contre la pauvreté, les différences entre les régions et entre les sexes, et le cadre conceptuel le plus adapté pour comprendre la pauvreté. »<sup>93</sup>.

Devant tant d'ouverture, il est étonnant de constater que les conclusions de l'enquête aboutissent aux mêmes catégories que celles des études procédant par déduction. Ainsi, les principales conclusions de l'enquête établissent que la pauvreté est un « phénomène **pluridimensionnel** aux éléments interdépendants » ; que la pauvreté est définie par les pauvres comme un « **manque** de ce qui est nécessaire au **bien-être matériel**, en particulier la nourriture, mais aussi le logement, les terres et les autres **actifs** » ; que les pauvres « souffrent particulièrement de l'absence **d'infrastructure de base** » ; etc. Ainsi, en procédant à des généralisations par abstraction, en fonction des mêmes catégories génériques préexistantes, l'énorme masse de matériel d'entrevues ouvertes et participatives, loin de permettre un

---

<sup>91</sup> Voir Bhalla et Lapeyre, *On Poverty and Social exclusion...*, p. 35 et suivantes.

<sup>92</sup> Le premier volume, *Écoutons-les*, rassemble les témoignages de plus de 40 000 pauvres interrogés dans le cadre des évaluations participatives de la pauvreté effectuées par la Banque mondiale dans 50 pays ; le deuxième volume, *Il faut que cela change*, repose sur une nouvelle étude comparée portant sur 23 pays ; et le dernier, *De tous les horizons*, présente des analyses régionales et des études de cas par pays. En tout, on parle d'un total de 60 000 pauvres interviewés dans 60 pays différents.

<sup>93</sup> Deepa Narayan, *La parole est aux pauvres (Vol.1), Écoutons les*, Paris, ESKA/Banque mondiale, 2001, p. 35.

dépassement des « idées préconçues » semble plutôt servi à donner une plus grande légitimité empirique aux catégories antérieurement déduites.

Par ailleurs, l'ouverture qui aurait pu être faite à des analyses qualitatives de la représentation que les pauvres ont de la pauvreté se voit annulée par les objectifs préconisés par l'ensemble du reste de la littérature scientifique de ce champ, comme on le voit ici :

« Les méthodes participatives ont initié un dialogue qui en mobilisant différents acteurs permettent une appropriation des politiques. Cette approche présente toutefois un certain nombre de limites. Les premières découlent du caractère trop descriptif des informations recueillies qui sont peu adaptées pour les prises de décision. Les décideurs souhaitent en effet le plus souvent des informations quantitatives pour aider à la définition des politiques. »<sup>94</sup>.

Les résultats de ces enquêtes sur la perception que les pauvres auraient d'eux-mêmes ou de la pauvreté sont ainsi réinsérés dans les mêmes raisonnements économétriques cherchant à établir les meilleures corrélations entre un nombre limité de variables (éducation, santé, salubrité, bonne gouvernance, culture ou participation politique<sup>95</sup>, etc.) et la croissance économique ou la diminution de la pauvreté. Cette réinsertion est d'autant plus facile que les résultats des « inductions » reprennent la même terminologie que les principes abstraits déduits de conceptions « utilitaristes » des besoins ou de la rationalité humaine.

### **1.5- Pauvreté et redéfinition du politique : Bonne gouvernance et transitologie**

Comme on peut le voir dans la critique faite aux méthodes participatives en fonction de leur faible capacité d'adaptation aux « prises de décision » (évoquée ci-haut), la contrainte constitutive de quantification de la pauvreté est le corollaire d'un second présupposé, selon lequel la mesure de la pauvreté serait nécessaire à l'élaboration et à l'évaluation de *bonnes politiques* pour la combattre. L'élimination de la pauvreté se présente alors comme LA tâche principale des gouvernements et, du fait de son caractère *primordial*, comme le fondement de leur légitimité. Plus qu'une connaissance empirique de la pauvreté, le savoir contemporain sur ce thème se présente alors en tant que dispositif de définition normative du politique.

---

<sup>94</sup> Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, « Pensez-ils différemment?, La "voix des pauvres" à travers les enquêtes statistiques », *Document de travail du DIAL* (Développement et insertion internationale), DT/2001/13, pp. 6-7

<sup>95</sup> Qui, comme nous l'avons montré, du fait de leur traduction en indicateurs, perdent pratiquement toute relation aux notions de culture ou de participation.

Le lien le plus explicite entre le thème de la lutte contre la pauvreté et cette redéfinition normative du politique peut être situé au niveau de l'apparition du thème de la Bonne gouvernance, assumé explicitement par le PNUD en 1997 puis par l'Assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en septembre 1999. Circulant antérieurement dans les débats de la communauté intellectuelle des études du développement, le thème de la Bonne gouvernance (*governability*) cherche à expliquer les échecs réitérés des politiques de lutte contre la pauvreté en les imputant au manque d'efficacité, de crédibilité ou de stabilité des institutions ou gouvernements du Tiers-monde<sup>96</sup>. Face à l'incapacité des politiques pro-pauvres à apporter la croissance et la baisse de la pauvreté escomptée, on prône leur renforcement plutôt que leur remise en question par le biais de nouvelles conditionnalités dites de « réformes institutionnelles », c'est-à-dire des réformes affectant le système politique en tant que tel. Telle la pratique de la saignée qui s'est perpétuée pendant plus de deux millénaires malgré l'absence d'une quelconque efficacité thérapeutique, en invoquant le fait que si le malade mourrait c'était dû au fait qu'on l'avait saigné trop tard ou trop peu, les programmes de lutte contre la pauvreté peuvent se poursuivre et même se renforcer, indépendamment de leurs nombreux ratés, en déplaçant au niveau du politique l'instance prenant en charge les échecs<sup>97</sup>.

De plus, le concept de « bonne gouvernance » permet de statuer explicitement sur les réformes politiques « imposées » aux pays débiteurs et d'*inverser le sens des conditionnalités*<sup>98</sup> en ne subventionnant que les pays s'étant préalablement engagés à mener à bien des réformes par la production de *Documents stratégiques de réduction de la pauvreté* (DSRP)<sup>99</sup>. Ainsi, comme l'indique le *World Development Report 2000-2001* :

---

<sup>96</sup> Voir, par exemple, Rodrik, Subramanian et Trebbi, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions... » ; voir également, Paul Cammack, « What the World Bank Means by Poverty Reduction, and why it matters », *New Political Economy*, Vol. 9, n° 2, juin 2004, pp. 189-211.

<sup>97</sup> Nous traiterons en détail cette question au cours des chapitres 3 à 6.

<sup>98</sup> Si nous parlons d'inversion du sens des conditionnalités, c'est que celles-ci n'ont plus besoin de se présenter comme des « conditions » mais comme des « aides » à des pays s'étant préalablement engagés « de leur propre gré » à lutter contre la pauvreté par l'élaboration des *Documents stratégiques de réduction de la pauvreté* ou d'autres types de plans conformes à cet objectif.

<sup>99</sup> Pour une synthèse des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'insertion des DSRP en leur sein, voir Julien Cerqueira et Claire Brodin, *La lutte contre la pauvreté : Acteurs, modalités, enjeux*, Paris, Haut Conseil de la coopération internationale, 2004, <http://www.hcci.gouv.fr/lecture/upload/lcp.pdf>

« Aid should be directed to countries with high levels of poverty. But that should be only part of the criteria for allocating aid. Also essential is having the right policy and institutional framework in place to make poverty reduction a success. .... »<sup>100</sup>.

Cette volonté d'influer sur le « cadre institutionnel » nécessaire à la lutte contre la pauvreté implique alors une influence directe des *conditionnalités* (ou de l'*aide*) sur l'élaboration de politiques publiques spécifiques. Elle peut aussi aller jusqu'à engendrer une intromission dans le processus législatif lui-même, comme le suggèrent Holmes, Knack et *al.* :

« There is reason to assume that the architecture of the State, including the relationships between the executive, legislative, and judiciary branches and other institutional arrangements for the transfer of power between governments, including voting arrangements and electoral laws, affect the performance of the public sector in responding to poverty. »<sup>101</sup>

Ainsi, certaines institutions internationales ont élaboré des outils destinés à soutenir les gouvernements désireux d'entreprendre des réformes institutionnelles mais faisant face à une opposition parlementaire importante. La Banque mondiale présente notamment sur son site web des documents visant à aider les divers gouvernements à identifier et à court-circuiter les oppositions parlementaires et extra-parlementaires aux réformes institutionnelles, y compris par des modifications à la Constitution<sup>102</sup>. Des auteurs réfléchissant la gouvernance alimentent cette conception en prônant la mise en place de mécanismes de « lock-in », destinés à enchâsser dans les corpus constitutionnels des mesures empêchant que les réformes institutionnelles adoptées ne soient ensuite annulées par des gouvernements ayant d'autres orientations politiques<sup>103</sup>. Cette orientation interventionniste sur le processus de décision

---

<sup>100</sup> Bonnie Campbell, Marie-Christine Doran et Samia Kazi Aoul, "Good Governance, Institutional Reform, and Poverty Reduction in Africa" " in Haroon Akram-Lodhi, Robert Chernomas, Ardeshir Sepehri ( Eds), *Globalization, Neo-conservative Policies and Democratic Alternatives*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishers, 2005, p. 239.

<sup>101</sup> Malcolm Holmes, Stephen Knack, Nicholas Manning, Richard Messick, Jeffrey Rinne, *Governance and Poverty Reduction. Background paper for World Bank*, 2000. World Development Report 2000-2001: Attacking Poverty, Washington, World Bank, 2000, p. 28.

<sup>102</sup> Marie-Christine Doran ,Bonnie Campbell et Samia Kazi Aoul, « Quelques enjeux autour de « Bonne gouvernance, lutte contre la pauvreté et réformes institutionnelles en Afrique », *Courrier du Forum de Delphes*, (Paris), no 47, avril-mai 2002. .

<sup>103</sup> Voir notamment cette conception développée par Larry Diamond dans *Prospects for Democratic Development in Africa* (Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Palo Alto, 1997 et reprise dans l'ouvrage collectif dirigé par le même auteur, notamment dans l'article de Paul Collier, « Learning from Failure : The International Financial Institutions as Agencies of Restraint in Africa », in Andreas Schedler, Larry Diamond, Marc F. Plattner, (eds), *The Self-restraining State. Power and Accountability in New Democracies*, Boulder and London : Lynne Rienner Publishers, 1999, pp. 313-332.

politique est justifiée par l'argument de la nécessité de la lutte contre la pauvreté. Pourtant, comme l'indiquent Campbell, Doran et Kazi Aoul en analysant les effets de la relation entre réformes institutionnelles et lutte contre la pauvreté en Afrique :

« The institutional reforms propounded by the World Bank offer a conceptualization of the working of political processes predicated upon stability and system persistence. Despite the official rhetoric, this view emphasizes top-down strategies laid out by the executive, and minimizes the role of elected officials, political parties, and parliaments. It is a particularly technocratic approach to democracy, based upon seeking to depoliticize the political, and, in so doing, could be argued to be creating a substantial distance from the liberal and pluralist model of democracy that many in Africa would seek. Finally, there is serious reason to believe that the nature of debt reduction mechanisms, conditional as they are on the introduction of specific institutional reforms, and which are considered as the central feature of poverty reduction strategies, by contributing to the "locking in" of African states may well represent a new restriction on the notion of their sovereignty."<sup>104</sup>

En assumant de manière explicite le lien entre la lutte contre la pauvreté et les réformes du politique, nommées « réformes institutionnelles », le thème de la bonne gouvernance consacre l'idée de lutte contre la pauvreté en tant qu'objectif central et inquestionnable du politique.

L'influence du paradigme paupériste déborde cependant de la sphère des études et des institutions de développement. Il se retrouve également dans ce que Guy Hermet qualifie de plus important apport des sciences politiques latino-américaines : la « transitologie »<sup>105</sup>. Au sein de ces études cherchant à partir d'un minimalisme méthodologique les conditions abstraites (minimales) pour l'implantation d'un système démocratique, la pauvreté et les inégalités apparaissent comme des contraintes négatives, empêchant la consolidation des institutions démocratiques. La lutte contre la pauvreté et les inégalités se présente alors comme un critère de légitimité des régimes politiques<sup>106</sup>. Sans être faux, ce diagnostic conduit à déduire les conditions de légitimité des régimes à partir des critères techniques issus du débat sur les bonnes mesures et les bonnes politiques de lutte contre la pauvreté. La légitimité

<sup>104</sup> Campbell, Doran, Kazi Aoul, "Good Governance, Institutional Reform...", p. 263.

<sup>105</sup> Guy Hermet, « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », in Marques Pereira, Bélangère (ed.), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, Cahiers GELA-IS N° 1, 2001.

<sup>106</sup> Sur ce sujet, voir, Ducatzenzeiler et al, *La consolidation de la démocratie : nouveaux questionnements*, *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, n°2, 2001 ; voir également, André Corten, « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités », in *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Cahiers du GELA.IS, N° 1, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 42 et suivantes.



politique tend alors à se réduire à l'application de politiques « efficaces » de réduction de la pauvreté et des inégalités, de croissance économique et de bonne gouvernance (transparence, comptabilité (*accountability*), stabilité, etc.), c'est-à-dire, à une question d'« efficacité » politique économique ou sociale<sup>107</sup>. Comme l'exprime Doran :

« [...] On va parfois jusqu'à établir que la demande d'efficacité est le seul élément pouvant empêcher une perte d'intérêt pour le politique dans son ensemble, et, par conséquent, que pour regagner la légitimité, qui est vue comme s'effritant, l'efficacité d'un gouvernement est posée comme étant la condition suffisante. Cette efficacité est définie autour de deux grands axes : la gestion des politiques sociales ciblées sur les besoins des plus pauvres et la tenue d'élections sur une base régulière. »<sup>108</sup>

Pour parler d'*efficacité politique*, il est nécessaire que le politique se constitue en un objet de savoir « positif ». Ce qui revient à le nier : à transformer une science des rapports de force en une technique de gestion sociale<sup>109</sup>. En effet, si l'on postule d'avance les objectifs du politique, si l'on établit d'avance que la stabilité politique, économique et sociale est l'objectif suprême de tout gouvernement ou organisation politique et que l'on établit de manière tout aussi précise les moyens à travers lesquels on peut atteindre cet objectif, il ne reste plus rien à analyser des objectifs ou aspirations que peuvent se donner les populations ou les organisation politiques concrètes. Il ne reste plus qu'à classer les mouvements ou actions concrètes des acteurs politiques en fonction de cet axe moral permettant de dépareiller la « bonne » de la « mauvaise » politique. Cette manière de procéder peut difficilement permettre de problématiser la lutte contre la pauvreté et d'aborder, précisément, ses dimensions *politiques*. Faisant partie des postulats, des critères d'évaluation et des solutions aux problèmes, il ne s'agira que d'établir la distance séparant tel gouvernement ou telle institution de cet objectif ultime et « inquestionnable ». Partageant avec les élites politiques

---

<sup>107</sup> Voir par exemple, Joseph Nye, « Globalization's Democratic Deficit », *Foreign Affairs*, Vol. 80 n° 4, juillet-août 2001, pp. 2-6; ou Andreas Schedler, Larry Diamond et Marc Plattner (dirs.), *The Self-restraining State. Power and Accountability in New Democracies*, Boulder et Londres : The Lynne Rienner Publishers, 1999.

<sup>108</sup> Doran, *Légitimité et processus démocratiques...*, p. 41. Voir également : Couffignal, Georges (dir.) *Réinventer la démocratie ; le défi latino-américain*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

<sup>109</sup> À ce sujet, Bruno Lautier et Pierre Salama parlent d'une stratégie de dépolitisation des inégalités, c'est-à-dire d'une façon de les traiter en terme d'organisation et de techniques, et non de pouvoir et de droits politiques : « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde », *Revue Tiers-Monde*, N° 142, avril-juin 1995, p. 245. Voir également James Ferguson, *The Anti-Politics Machine : « Development », Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

une même conception du bon gouvernement, ces analyses scientifiques comportent une large part de normativité politique, prenant parti pour un modèle particulier de gestion du social, au détriment d'une conception ouverte (indéterminée) de la démocratie et du politique<sup>110</sup>.

### 1.6- Études de la pauvreté ou ingénierie sociale ?

À la lumière de ce survol des principales formes contemporaines de conceptualisation de la pauvreté, il apparaît que le champ des études de la pauvreté s'intéresse moins à la *compréhension* de la pauvreté en tant que telle qu'à l'élaboration d'une série de *prescriptions* politiques en fonction du critère de lutte contre la pauvreté<sup>111</sup>. En d'autres termes, la pauvreté n'est abordée qu'en fonction de sa manipulation, monitoring ou instrumentalisation par les gouvernements<sup>112</sup>. C'est cette caractéristique qui pousse la production de connaissances sur la pauvreté vers l'identification ou la création de variables pouvant être insérées dans des raisonnements économétriques permettant d'évaluer l'impact des institutions, de l'investissement social, de la culture, etc. sur la croissance, la stabilité ou la *réduction* de la pauvreté. Par contre, étant donné le statut d'impératif catégorique que possède la lutte contre la pauvreté, la dimension politique de ce savoir se verra masquée par l'apparente technicité ou neutralité de ses raisonnements. Se questionnant sur la fiabilité de la mesure plutôt que sur la nécessité ou l'*utilité* de celle-ci, ce savoir tend à fétichiser (réifier) cette conception quantitative, technique et économétrique non seulement de la pauvreté mais aussi et peut-être encore d'avantage, du politique, qui se voit alors réduit à n'être qu'une ingénierie sociale fondée sur des corrélations vertueuses entre variables du développement, évacuant de la réflexion, les acteurs, les intérêts, les conflits, les rapports de force... bref, le politique.

---

<sup>110</sup> Claude Lefort, *L'Invention démocratique. Les Limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

<sup>111</sup> Comme le montrait John Kenneth Galbraith, dans *Théorie de la pauvreté de masse (The Nature of Mass Poverty, 1979)*, Paris, Gallimard, 1980 ; ou comme le montre Bruno Lautier dans « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », in, Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde*, pp. 93-123 ; ou encore Destremau dans « Comment définir la pauvreté... ; ainsi que dans « Les indices de la pauvreté... »

<sup>112</sup> Comme le montre Gibbon, «The World Bank and African Poverty...

### 1.7- Le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 : Augmentation de la pauvreté ou changement de paradigme ?

Cette fétichisation de la pauvreté fait en sorte qu'il soit pratiquement impossible pour le savoir contemporain sur la pauvreté de problématiser le surgissement du thème dans les années 1980. Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, le récent engouement pour la pauvreté est expliqué en fonction du caractère inacceptable des niveaux de pauvreté (*impératif catégorique*) et/ou de leur augmentation conjoncturelle dans les années 1980 sous l'effet de la crise et/ou des Programmes d'ajustement structurel. Bruno Lautier et Pierre Salama établissent même une loi plus générale et universelle en affirmant que « la pauvreté ne revient au centre du discours politique que dans les moments de crise intense »<sup>113</sup>. Or, à toute crise, à toute pauvreté ou à toute augmentation de celle-ci n'a pas toujours correspondu un discours ou un savoir portant directement sur elle<sup>114</sup> ; encore moins le type précis de savoir consistant à chiffrer la pauvreté et à l'insérer dans des raisonnements économétriques permettant la prise de décisions politiques. Dans les années 1930, par exemple, au moment où l'Amérique latine connaissait une crise de ses réseaux d'exportation, le problème de la crise n'était pas du tout posé en fonction de l'augmentation de la pauvreté mais plutôt en termes de rapports commerciaux internationaux, d'industrialisation et de modernisation des rapports sociaux<sup>115</sup>. Ce débat se concrétise dans l'après guerre avec l'élaboration, notamment au sein de la CEPAL, de thèses sur la détérioration des termes de l'échange et sur l'industrialisation par substitution d'importations<sup>116</sup>, ou encore sur la dépendance<sup>117</sup> ou sur le processus de

---

<sup>113</sup> Lautier et Salama, « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde... », p. 245.

<sup>114</sup> Il est intéressant de noter que le thème de la pauvreté se développe, au sein du champ des études du développement dans les années 1970, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Approche des besoins de base (*Basic Needs Approach*), sans aucun lien direct avec une quelconque crise économique, dans un contexte de constante amélioration des indicateurs de développement. Nous aborderons plus en détail cette approche au quatrième chapitre.

<sup>115</sup> Alain Rouquié, *Amérique Latine, Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1987, pp. 285-286.

<sup>116</sup> Raúl Prebisch, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, México, Fondo de Cultura Economica, 1971 (c1963).

<sup>117</sup> Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, Presses universitaires de France, 1978 ; voir également, Fernando Henrique Cardoso, *Les idées à leur place, Le concept de développement en Amérique latine*, Paris, A.M. Métailié, 1984, notamment le chapitre 2 « La dépendance revisitée », pp. 71-110 ; ou encore, André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Paris: Maspero, 1972.

modernisation<sup>118</sup>, d'intégration<sup>119</sup>, de lutte<sup>120</sup> ou d'action<sup>121</sup>, sans que jamais la pauvreté ne soit traitée de manière particulière, comme un phénomène *en soi*.

La figure du pauvre ou de la pauvreté est également largement absente du discours politique à la même époque. Bien que l'on retrouve des expressions comme « le père des pauvres » ou « la abanderada de los pobres » pour désigner respectivement Getúlio Vargas au Brésil et Eva Perón en Argentine, cette figure du pauvre est subordonnée à la logique d'opposition entre le peuple ou « los de abajo » et le « pouvoir » la « domination » l'« oligarchie corrompue »<sup>122</sup>... Il s'agit, par ailleurs de la figure des *pauvres* et non pas de la *pauvreté* qui, comme nous le verrons, dans les chapitres suivants, entretiennent entre elles des rapports faussement paradigmatiques<sup>123</sup>. La question sociale est subsumée par celle de modernisation ou de révolution et semble devoir se régler par un processus de salarisation ou de « prolétarisation »<sup>124</sup> généralisée de la population et d'universalisation des droits sociaux<sup>125</sup>, sans que les pauvres ou la pauvreté ne fassent l'objet d'un traitement systématique, central ou thématique.

---

<sup>118</sup> Gino Germani, *Politique société et modernisation*, Paris, Duculot, 1971

<sup>119</sup> Roger Vekemans et Ramón Venega, *Marginalidad, incorporación e integración*, Santiago: DESAL, 1966; José Nun, «Marginalidad y otras cuestiones», *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, N°4, décembre 1972, FLACSO, p.97-127; etc.

<sup>120</sup> Gunder Frank, *Le développement du sous-développement...*; Nun, «Marginalidad y otras cuestiones...

<sup>121</sup> Alain Touraine, *Actores sociales y sistemas políticos en America latina*, Santiago, Éd. PRELAC, 1987.

<sup>122</sup> Ernesto Laclau, «Populismo y transformación del imaginario político en América latina», *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 42, junio 1987, p. 29.

<sup>123</sup> Bien que l'on puisse croire que « pauvre » et « pauvreté » entretiennent des rapports paradigmatiques, c'est-à-dire de substituabilité, en fonction de leur partage du radical « pauvre », l'analyse de leur fonctionnement discursif montre comment ces termes peuvent fonctionner de manière totalement distincte, limitant leur rapports associatifs à une simple racine lexicale commune. Pour synthétiser, la pauvreté réfère à une « objectivation » d'un phénomène abstrait tandis que le pauvre correspond à une « subjectivation » d'un groupe social, accédant par-là au statut d'acteur ou de sujet politique. Ainsi, l'idée de pauvreté « exclue » celle de pauvre...

<sup>124</sup> Dans le sens développé par André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier: Mexique/Algérie*, Paris, l'Harmattan, 1988.

<sup>125</sup> Bruno Lautier, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions «macro» de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo N° 140*, pp. 45-70.

### 1.8- Conceptions antérieures de la « pauvreté » dans la littérature scientifique latino-américaine

Ainsi, le surgissement de la pauvreté dans l'espace conceptuel latino-américain entraîne des changements épistémologiques d'envergure, ignorés en fonction de ce que nous avons appelé plus tôt, le truisme de la pauvreté. Le social et le politique jadis abordés en Amérique latine par le biais des catégories *structuro-fonctionalistes*, *marxistes (historico-structuralistes)* ou *mouvementalistes*, sont maintenant analysés à travers la catégorie de pauvreté qui n'existait préalablement dans aucun de ces trois corps théoriques antérieurs. En effet, le fonctionnalisme abordait le secteur le plus pauvre de la population à travers le concept de *marginal*<sup>126</sup> ; les interprétations marxistes, reprenant ce concept de marginal<sup>127</sup>, le convertissaient en une modalité de la catégorie plus large du prolétariat (définie comme *surpopulation relative non-fonctionnelle*<sup>128</sup> ou *secteur tertiaire*<sup>129</sup> entendu comme commerce informel) ; enfin, les théories des mouvements sociaux abordaient ce même secteur à travers le concept d'*acteur* et d'*identité*<sup>130</sup>. Ces différences lexicales ne peuvent être réduites à de simples différences de termes pour désigner la même « réalité ». Les tranches de la population comprises dans chacune de ces catégories ne se recoupent pas nécessairement ; pas plus que la *signification* de chacune de ces différentes catégories ne peut être homologuée. L'interprétation de ce qu'on appelle aujourd'hui la pauvreté n'est pas la même selon qu'on l'analyse avec l'une ou l'autre de ces catégories. Ainsi, le concept de marginalité faisait notamment référence au dysfonctionnement d'une partie de la population ne participant pas aux « naissantes » structures modernes des sociétés latino-américaines,

---

<sup>126</sup>DESAL, *La marginalidad en America Latina : un ensayo de diagnóstico*, Barcelona, Herder, 1969; de même que, *La marginalidad urbana: origen, proceso y modo*, Buenos Aires: Troquel, 1970. Voir également les premières études ayant introduit le concept de marginalité, d'abord en tant que concept relatif à la migration, à l'habitat et au comportement : José Matos Mar, « Migración y urbanización, "Las barriadas limeñas, un caso de integración a la vida urbana », in *Urbanización en Latinoamérica*, UNESCO, 1962, puis comme phénomène plus large lié au développement : Rubén Utría, « El problema de la vivienda y las condiciones de desarrollo latinoamericano », in *Urbanización en Latinoamérica*, Santiago: CEPAL, 1966.

<sup>127</sup>Pour une revue critique des différentes conceptions de la marginalité voir Aníbal Quijano, *Imperialismo y "marginalidad" en America latina*, Buenos Aires: Mosca azul Editores, 1967.

<sup>128</sup>José Nun, « Marginalidad y otras cuestiones... »

<sup>129</sup>Gunder Frank, « Instabilité et intégration dans les zones urbaines d'Amérique latine », in *Le développement du sous-développement...*, p. 282.

<sup>130</sup>Alain Touraine, *La Parole et le sang, Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988 ; Vicente Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, ECO, Santiago, 1987.

appelant ainsi à des politiques globales d'intégration, tant au niveau civique, politique et culturel que social, urbain<sup>131</sup> et économique. Quant à elle, l'analyse de ce segment de population à travers la catégorie de sous-prolétariat urbain impliquait une participation de ce secteur à la lutte révolutionnaire, aux côtés du prolétariat<sup>132</sup>. Enfin, les théories des mouvements sociaux prônaient la potentialisation de projets historiques autonomes d'acteurs sociaux particuliers<sup>133</sup>.

Ainsi, en justifiant la production de connaissances sur la pauvreté en fonction du caractère outrageant de cette dernière (impératif catégorique) et en problématisant la question en fonction du caractère limité des conceptions « néolibérales », « unidimensionnelles » ou « monétaires » de la pauvreté, la littérature contemporaine sur ce thème fait l'économie d'une justification épistémologique de ses outils théoriques et de ses données empiriques par rapport à un savoir antérieur ignoré ou tenu pour nul ou dépassé. Cette amnésie est particulièrement frappante si l'on considère le fait que les théories de la marginalité incorporaient tout autant ladite « multidimensionnalité » de la pauvreté (ou plutôt du social) que la perspective de l'exclusion et de l'intégration sociale que se targue d'avoir inclus la littérature sur la lutte contre la pauvreté. La principale distinction entre ces deux types de conceptions de l'exclusion sociale se situe sur le plan méthodologique : l'« ancienne » s'appuyant sur un holisme méthodologique postulant l'interdépendance entre différentes structures du social, tandis qu'à l'inverse, la contemporaine repose sur un individualisme méthodologique déduisant le comportement à partir d'une conception universalisante de ce que « les gens ont raison de vouloir » – plutôt que d'une analyse des structures sociales. Un débat sur les avantages ou les inconvénients de ces différentes perspectives n'entre pas dans le cadre de cette thèse. Cependant, rappelons simplement au passage que la conception

---

<sup>131</sup> Martha Scheingart montre (dans « La urbanización popular, Interpretaciones teóricas y orientación de los estudios », in Scheingart (coord.), *Pobreza, condiciones de vida y salud en la ciudad de México*, El Colegio de México, Mexico, 1997.) comment la catégorie de pauvre n'existait pas dans les études de l'habitat urbain populaire (marquées par la catégorie de « marginal ») et comment le thème de la pauvreté n'apparaît qu'à la fin des années 80. Les premières études sur la marginalité proviennent justement d'urbanistes qui identifiaient le développement d'occupations irrégulières de terrains à la périphérie des villes à un phénomène de migration de la ville vers la campagne.

<sup>132</sup> Manuel Castells, *Luttes urbaines*, Paris: Maspéro, 1973.

<sup>133</sup> Touraine, *Actores sociales y sistemas políticos...*; de même que dans *La parole et le sang...*; voir aussi Daniela Sánchez, « Instituciones y acción poblacional: seguimiento de su acción en el periodo 1973-1981 », in FLACSO, *Espacio y poder: los pobladores*, Santiago: FLACSO, 1985, pp.123-170.

« marginaliste » tendait également à imposer une représentation normative de l'être en société en fonction de l'universalisation de l'idéal type de la société moderne (occidentale, industrialisée). Il ne s'agit pas de chercher à établir laquelle de ces conceptions de la pauvreté serait la plus appropriée à rendre compte de ce qu'est ou n'est pas la pauvreté mais simplement de constater la coupure épistémologique<sup>134</sup> survenue par l'introduction du thème de la lutte contre la pauvreté dans le domaine de la sociologie du développement et l'incapacité du savoir contemporain à situer et à justifier cette coupure du fait du *truisme de la pauvreté*, c'est-à-dire des formes de *déproblématisation* relatives au débat sur les bonnes mesures de la pauvreté et les meilleurs moyens pour la combattre tendant à postuler la lutte contre la pauvreté en tant qu'objectif universel, qu'impératif catégorique.

### 1.8.1- Représentations et conceptualisations de la pauvreté selon les époques

Cette distinction entre le nouveau *savoir-pouvoir*<sup>135</sup> sur la pauvreté et les anciennes formes de connaissance et de pratiques sur celle-ci ne concerne pas exclusivement la période d'après-guerre en Amérique latine. La nouvelle approche de la pauvreté, en tant que fléau à éradiquer, constitue également une nouveauté par rapport à pratiquement toutes les autres formes de représentation de la pauvreté jusqu'à maintenant<sup>136</sup>. Par exemple, dans son étude sur les « sentiments » face à la pauvreté du Moyen Âge jusqu'à nos jours, Bronislaw Geremek montre comment, au Moyen Âge, la pauvreté était « sanctifiée » : elle était soit perçue comme une vertu (la pauvreté volontaire) soit comme un moyen pour les riches d'atteindre le salut. Ce n'est qu'à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que commence la période « moderne » du traitement de la pauvreté et, avec elle, une perception purement négative de celle-ci, en tant que statut dégradant. La perception des pauvres par la société oscillera alors, selon Geremek, entre « la potence ou la pitié »<sup>137</sup>, entre attitude répressive et caritative. Cependant, tant au Moyen Âge qu'à l'époque moderne, la définition de la pauvreté reposait davantage sur la distinction entre « bons » pauvres (méritant un soutien) et « mauvais » pauvres

---

<sup>134</sup> Notamment le passage d'un holisme méthodologique constitutif du structuro-fonctionnalisme vers un individualisme méthodologique (rationnaliste et utilitariste).

<sup>135</sup> Michel Foucault, *Histoire de la sexualité v.1 : La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976,

<sup>136</sup> Comme le mentionne Lautier dans « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine... »

<sup>137</sup> Bronislaw Geremek, *La potence ou la pitié, L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Paris Gallimard, 1987.

(indignes), que sur leur dénombrement, sans aucune référence à l'idée d'éradication de la pauvreté. Ce même rapport « moral » – bien qu'abordé de manière « utilitariste » – se constate également dans les débats autour des *Poor Laws* en Angleterre. En effet, ces débats portaient sur les effets que l'aide pouvait avoir sur le comportement des pauvres, cherchant alors à hiérarchiser les *types* de pauvres selon leur degré d'aptitude au travail, toujours sans chercher systématiquement et prioritairement à quantifier la pauvreté et encore moins à l'éradiquer. Ce n'est qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que Charles Booth<sup>138</sup> invente la « ligne de pauvreté » et, encore, l'usage qui en est fait est davantage descriptif qu'analytique. Cette ligne de pauvreté constitue un moyen de repérage plus qu'un outil « prescriptif » ou normatif déterminant le traitement de la pauvreté ou le politique en général. De même, la réflexion menée par l'économie politique classique du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle – notamment par Sismondi, Rodbertus, Lassalle, Smith Ricardo et Marx – va établir un lien entre paupérisme (tendance générale à l'appauvrissement) et fonctionnement du système économique mais cette réflexion est menée au sein d'une argumentation historique, typique de l'économie politique de l'époque, plutôt que quantitative ou économétrique<sup>139</sup> comme c'est le cas actuellement. Le paupérisme est interprété comme la conséquence (passagère ou permanente) du passage d'un type de société ou de mode de production à un autre.

### 1.8.2- Pauvreté, citoyenneté et développement

Ainsi, malgré le fait que la pauvreté soit un thème et une réalité récurrente dans l'histoire, elle n'a pas toujours été abordée en termes de pauvreté et encore moins en tant que quantum à dénombrer<sup>140</sup>, à réduire et à éliminer. Pour donner un dernier exemple, bien que la question de la pauvreté se retrouve très tôt dans les fondements de l'État moderne, sa conception était subordonnée à l'idée de citoyenneté. Comme le montrent Lautier et Salama dans leur article « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde », à partir de la Révolution française, la question de la pauvreté est formulée en fonction de la

---

<sup>138</sup> Charles Booth, Albert Fried (éd.) et Richard M. Elman (ed.), *Charles Booth's London : a portrait of the poor at the turn of the century, drawn from his life and labour of the people in London*, New York, Pantheon Books, 1968.

<sup>139</sup> Denis Cogneau, *Inégalités et développement - Quatre études économétriques*, Thèse de doctorat présentée à l'École des Hautes études en sciences sociales, Paris, 2001.

<sup>140</sup> « L'histoire réelle a pu être transformée par la manière de conter – ou de compter », Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972, p. 3.



contradiction entre le principe républicain d'égalité des citoyens et l'impossibilité pour les pauvres de jouir de leurs droits naturels. « En dépit de leur misère les pauvres ne peuvent pas ne pas être égaux, puisqu'ils participent du même statut juridique que tous les autres citoyens. Déjà au niveau formel de l'égalité donc, l'impossibilité d'en exclure les pauvres, fait de la misère dans l'ordre libéral un problème de toute autre nature par rapport à la vieille question de la mendicité. En particulier, cela rend caduc le régime de tutelle dans lequel étaient maintenus les mendiants. Il faut désormais penser une voie d'accès des pauvres au droit. »<sup>141</sup>.

Ce raisonnement peut ressembler à s'y méprendre aux thèses avancées par Amartya Sen, selon lesquelles la pauvreté est une négation de *statut* plus que de *revenu*. En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, la conception senienne cherche à élargir le spectre des capacités des plus démunis afin de leur permettre d'exercer leur statut de citoyen. Il y a cependant une différence fondamentale entre ces deux manières de concevoir la citoyenneté et la pauvreté qui tend à inverser les termes du débat et illustre le changement incorporé par ce nouveau savoir sur la pauvreté. Alors que dans le cas des débats politiques entourant la révolution française, le contraste entre la citoyenneté et le (non)statut des pauvres s'établit en fonction d'une conception précise de la citoyenneté, basée sur les droits naturels, au contraire, dans la conception senienne, la citoyenneté tend plutôt à être définie de manière minimaliste, à partir des *carences* ou, au mieux, des *capacités*, des *potentialités* ou des *fonctionnalités*. Accéder à la citoyenneté est alors défini en fonction du dépassement d'un certain seuil de carences plutôt que comme l'accès à un statut juridique et politique établi en fonction d'une conception transcendante de la nature humaine et du politique.

Le même phénomène peut être remarqué sur le plan du développement. Malgré le fait que le thème de la pauvreté se retrouve au fondement de l'idée moderne de développement économique<sup>142</sup>, durant la période précédant la thématization de la lutte contre la pauvreté, le développement n'était pas défini en fonction de la pauvreté, comme aujourd'hui, mais bien l'inverse. Alors que les indicateurs de pauvreté avaient un statut d'*indicateur* de développement, c'est-à-dire d'indices d'autre chose qu'eux-mêmes, désormais, le développement est conçu prioritairement sinon exclusivement en fonction de ces indicateurs,

---

<sup>141</sup> Giovanna Procacci, *Gouverner la misère, La question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Seuil, 1993, p. 16, cité par Lautier et Salama, « De l'histoire de la pauvreté... », p. 248.

<sup>142</sup> Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.

qui passent donc du statut d'indicateur à celui de substance même du développement<sup>143</sup>. Plutôt que de chercher à « rattraper les retards »<sup>144</sup> sur le plan économique, politique, comportemental et culturel<sup>145</sup> en se basant sur l'action volontariste de l'État, on ne cherche plus aujourd'hui qu'à réduire la pauvreté en subordonnant la souveraineté nationale et étatique à une ingénierie sociale, économique et politique.

### **1.9- De la réification de la pauvreté et de l'incapacité du savoir contemporain à situer le changement**

Ces quelques commentaires sur les principales formes antérieures de représentation (et parfois de non-représentation) de la pauvreté concourent à établir une précision fondamentale qui devra guider notre analyse du surgissement du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain dans les années 1980 : ce *surgissement* ne signifie pas tant que l'on parle *d'avantage* de pauvreté mais plutôt que l'on en parle *ailleurs* et *autrement*. En effet, cette *recrudescence* ne concerne qu'un type particulier d'approches de la pauvreté, lié aux institutions internationales et aux études du développement. D'autres approches (en plus de celles déjà mentionnées), comme celle de la « culture de la pauvreté »<sup>146</sup> développées à partir des travaux d'Oscar Lewis dans les années '60<sup>147</sup> ou encore, l'étude des marginaux aux États-Unis à la même époque ou, dans un autre domaine, l'investissement de ce thème à travers l'idée de la « force historique des pauvres »<sup>148</sup> au sien de la théologie de la libération, sont, soit tombées en désuétude, soit en perte de vitesse notoire<sup>149</sup> peut-être même sous l'effet de l'importance que prend la nouvelle approche de la pauvreté en termes de « fléau à

---

<sup>143</sup> Par exemple, en faisant référence aux Objectifs du millénaire, Frédéric Lapeyre parle d'un « appauvrissement du débat sur le développement ». Dans « Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales? », *Alternatives Sud*, Vol. XIII 2006 / 1, numéro thématique intitulé *Objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Centre tricontinental et Syllepse, 2006, p. 10.

<sup>144</sup> Gérard Azoulay, *Les théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

<sup>145</sup> Germani, *Politique société et modernisation...*

<sup>146</sup> Eleanor Burke Leacock, *The Culture of poverty- a critique*, New York, Simon and Schuster, 1971.

<sup>147</sup> Oscar Lewis et Oliver La Farge, *Five families : Mexican case studies in the culture of poverty*, New York, Basic Books, 1959.

<sup>148</sup> Gustavo Gutierrez, *La force historique des pauvres*, Paris, Cerf / Montréal, Fides, 1986.

<sup>149</sup> Voir à ce sujet voir, Michael Löwy, *La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éditions du félin, 1998, notamment son chapitre de conclusion « La théologie de la libération est-elle morte ? », pp. 177-201.

éradiquer ». À ce sujet André Corten montre comment l'usage de « pauvre » et de « pauvreté », dans une version dénonciatrice de la pauvreté et solidaire des pauvres, à été soumis à un processus de « raréfaction discursive » pendant les années '60 et '70, tandis qu'avec le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (pièce emblématique de la période contemporaine), on assiste à une « incitation au discours » sur la pauvreté, exprimée cependant dans des termes « aseptisés », vidant la pauvreté de sa charge émotive et même de son effet référentiel<sup>150</sup>.

Ce constat que nous établissons entre la représentation actuelle de la pauvreté et la (non) représentation antérieure est corroboré par Bruno Lautier qui affirme que « le pauvre est l'exclu [du] modèle »<sup>151</sup> d'intégration à la normalité salariale et de généralisation des droits sociaux de la modernité. De son côté, Geremek parle d'un parcours semblable pour la littérature « occidentale » sur la pauvreté :

« ...la crise des programmes philanthropiques, l'évolution de la conscience sociale des masses et des mutations dans les structures de la vie politique font que le terme de pauvreté (et de misère) est pratiquement éliminé du langage économique et social »<sup>152</sup>.

Cependant, cette absence du thème de la pauvreté est généralement interprétée au sein de la littérature contemporaine sur la pauvreté comme une tare de la conscience que le développement d'une connaissance de plus en plus précise sur la pauvreté tendrait « heureusement » à rectifier. Le Groupe d'experts en statistiques sur la pauvreté des Nations unies (*UN Expert Group on Poverty Statistics*), par exemple, s'exprime ainsi sur cette question :

« The growing awareness and concern with the problems of poverty, expressed in recent years in several summit conferences and the growing presence of the poverty issue in the agenda of national governments and international organizations has led to a renewed need to measure and understand the realities of poverty in its different manifestations, as a first step to devise policies to reduce it or at least to respond to its more dire consequences, and to monitor its course. »<sup>153</sup>.

---

<sup>150</sup> André Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 6-24; voir notamment pp. 22-23.

<sup>151</sup> Bruno Lautier, « 'Les malheureux sont les puissants de la terre' : Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, N° 42, avril-juin 1995, p. 386.

<sup>152</sup> Geremek, *La potence ou la pitié...*, p. 6.

<sup>153</sup> Simon Schwartzman, "Poverty Statistics: The Issues", *United Nations Expert Group on Poverty Statistics*, <http://www1.ibge.gov.br/poverty/pdf/issues.pdf>, p. 2.

Moins lié à un organisme international, Pierre Salama affirme également : « Plus profonde et plus inégalitaire, [la pauvreté] devient plus difficile à traiter. Sa connaissance approfondie devient alors essentielle »<sup>154</sup>. De son côté, Frédéric Lapeyre, de l'Institut d'Etudes du Développement de l'Université Catholique de Louvain, cherche à expliquer l'absence du thème de la pauvreté dans les années d'après-guerre :

« Si le débat sur le développement à la sortie de la seconde guerre mondiale était marqué par le souci de créer un monde meilleur libéré du drame humain des guerres et de la pauvreté, il n'y avait cependant pas de réflexion proprement dite sur la pauvreté. Ce paradoxe apparent était dû au fait que la relation entre croissance et pauvreté dans les années 1950 et 1960 était dominée par : d'une part, l'hypothèse de « trickle down » selon laquelle les retombées positives de la croissance assureront automatiquement l'amélioration des conditions de vie des populations [...] et d'autre part, l'hypothèse de Kuznets selon laquelle les inégalités tendent à augmenter dans les premières phases du développement du fait des changements dans la structure économique puis ces inégalités tendent à baisser par la suite »<sup>155</sup>

Jugeant une période antérieure en fonction du paradigme du moment, on s'étonne de l'absence de ce qui apparaît aller de soi aujourd'hui. De même, critiquant la conception de la pauvreté que l'on retrouvait dans la position officielle de la Banque mondiale dans les années '70, Gibbon affirme :

« The World Bank demonstrated **little interest** in the actual condition of the **very poor and needy**. The **origins of poverty** remained **undiscussed**, and most strikingly **absent** were any clear ideas of how it could be **measured** »<sup>156</sup>

La catégorie de l'extrême pauvreté (*very poor and needy*) se présente dans cette citation comme un critère universel permettant de juger le savoir développé par la Banque mondiale à l'époque, tout comme sa « mesure » et ses « origines » (qui, comme nous l'avons vu plus haut, se confondent avec les paramètres de sa mesure).

Déduisant l'intérêt (*growing awareness and concern*) de la pauvreté à partir des prémisses ayant permis le surgissement de cet intérêt, le savoir scientifique n'est donc pas en mesure de poser une question pourtant centrale : à savoir, pourquoi la pauvreté structurelle de masse<sup>157</sup> du Tiers monde a engendré ces dernières années un discours et un savoir sur la pauvreté plutôt qu'un discours sur la libération ou la souveraineté nationale ou populaire, ou

<sup>154</sup> Pierre Salama, « Des pauvretés en général... », p. 55.

<sup>155</sup> Lapeyre, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté... »

<sup>156</sup> Peter Gibbon, «The World Bank and African Poverty, 1973-91», *The Journal of Modern African Studies*, 30, 2, (1992), p. 195.

<sup>157</sup> John Kenneth Galbraith, *Théorie de la pauvreté de masse*, Paris, Gallimard, 1980.

encore sur l'exploitation, la dépendance, la citoyenneté...? Plutôt que de déduire l'intérêt envers la pauvreté de la pauvreté comme telle, ne faudrait-il pas plutôt se demander comment en est-on venu à créer la pauvreté en tant qu'objet d'étude et surtout en tant qu'objet sémiotique fonctionnant et engendrant des effets idéologiques et pratiques dans la construction de l'espace public.

L'étude critique de l'avènement du thème de la lutte contre la pauvreté peut donc difficilement être entreprise au sein de la littérature contemporaine sur la pauvreté puisqu'elle participe au même consensus, partage les mêmes prémisses, les mêmes méthodes et les mêmes données que l'objet que nous cherchons ici à problématiser. C'est ainsi que, malgré l'absence de résultats (et même parfois face à des résultats régressifs<sup>158</sup>), après plus d'une décennie de consensus international engageant résolument un nombre impressionnant d'acteurs politiques, intellectuels et sociaux derrière cet objectif de lutter contre la pauvreté, le consensus reste inébranlable. Le manque de résultats, loin de décourager et de remettre en question cette vaste entreprise mondiale, ne fait que renforcer la volonté de chaque intervenant et faire apparaître comme étant de plus en plus pertinente et urgente la production de connaissance en la matière. Peu importe le nombre de cas infirmant l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté ou l'absence de résultats obtenus par les nouvelles politiques pro-pauvres, la croyance en la justesse de la cause, des stratégies et des connaissances sur la pauvreté permet de relancer continuellement le débat sur les mêmes rails. D'abord parce que l'objectif de lutter contre la pauvreté – en tant qu'impératif catégorique – est pratiquement inattaquable et qu'en cela il « habilite » les savoirs et les actions qui se déploient autour de lui ; ensuite, du fait de la profonde imbrication entre les pratiques de lutte contre la pauvreté et la production d'un savoir sur la pauvreté comme tel, qui rend extrêmement improbable le questionnement des uns par l'autre ou *vice versa*. Dans ce même ordre d'idées, les « faits » pourraient difficilement remettre en question cet

---

<sup>158</sup> Pour une étude de l'évolution des indicateurs de pauvreté entre 1990 et 2000, voir notamment : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, Banque Mondiale, Washington, 2002. Dans ce Rapport, l'institution déclare : « Au cours des 10 dernières années, les pays n'ont pas atteint, en moyenne, les rythmes de progrès nécessaires pour réaliser les objectifs, mais les avancées obtenues dans certains pays et régions montrent que ce n'est pas une utopie ». En traduisant la forme euphémistique d'expression de la Banque mondiale, cette déclaration fait référence au fait que, mise à part la Chine et quelques rares exceptions, l'ensemble des pays a connu une augmentation des indices de pauvreté et qu'en moyenne le nombre de pauvres a augmenté malgré une application généralisées des programmes de lutte contre la pauvreté pendant plus de dix ans.

ensemble de connaissances et de pratiques institutionnelles interdépendantes, puisqu'ils sont créés par ce même ensemble. En expliquant les succès et les échecs des politiques de lutte contre la pauvreté à partir des postulats qui leur ont permis d'exister, il ne fait pas de doute que les causes des échecs seront toujours ailleurs. Les politiques conçues pour favoriser les plus pauvres ne pouvant être envisagées comme engendrant de la pauvreté, les causes des échecs ne peuvent que se situer du côté des « erreurs » de ciblage, de la « mauvaise » définition de la pauvreté, du « manque » d'engagement de la part des gouvernements, du « manque » de temps avant de voir les résultats...

### **1.10- Conditions de possibilité du savoir sur la pauvreté**

Revenons donc maintenant à la question de départ : Qu'est-ce qui expliquerait le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 ? Jusqu'ici nous avons surtout cherché à récuser l'évidence selon laquelle ce thème serait surgi à partir de l'augmentation de la pauvreté dans ces mêmes années. En revenant en amont de cette évidence, nous avons voulu montrer qu'elle reposait sur un impératif catégorique qui dispense le savoir contemporain sur la pauvreté d'une justification de la plus grande pertinence de cet angle d'approche par rapport à d'autres interprétations du social, du politique du développement ou de la pauvreté, faisant de celui-ci un savoir amnésique, autoréférentiel, faiblement problématisé<sup>159</sup>. Nous avons également cherché à montrer comment cet enfermement du savoir sur lui-même conduisait à une fétichisation de la dimension quantitative de la pauvreté. C'est-à-dire que la pauvreté et, à travers elle, le social, le politique, le culturel, etc. (multidimensionnalité) tendent à n'être perçus qu'à travers le prisme particulier et réducteur des indicateurs de développement qui imposent ainsi leurs contraintes méthodologiques et institutionnelles à l'objet d'étude. Nous avons précisé qu'il ne s'agissait pas tant du surgissement comme tel du thème mais bien de l'apparition d'une forme particulière de représentation (conceptualisations et pratiques) de la pauvreté dans un champ (celui du développement) au sein duquel il se trouvait déjà.

---

<sup>159</sup> Destremau parle de la pauvreté comme d'une « notion faiblement *conceptualisée* » mais, en fait, les conceptualisations de la pauvreté ne manquent pas. Toutes les tentatives pour la traduire en indicateurs de développement constituent des formes de conceptualisation tout à fait acceptables et même innovantes. Le défaut de ces conceptualisations est plutôt d'être faiblement *problématisées*, conduisant à l'enfermement d'un type de savoir sur lui-même (autoréférentialité) et à une fétichisation de ses méthodes, qui tendent alors à se confondre avec l'objet d'analyse lui-même.

Il ne s'agit donc pas tant d'analyser le « surgissement » d'un thème pluriséculaire mais de situer le changement et le déplacement de ce thème. Nous avons noté en introduction que, même dans le champ des études du développement, la thématisation de la pauvreté a débuté, non pas dans les années 1980, sous l'effet d'une détérioration des indicateurs de développement, mais dans les années 1970 à partir de ce qui s'est appelé « la *crise de la théorie du développement* mais aussi des politiques et des stratégies mises en œuvre qui n'ont pas contribué globalement à une convergence des performances »<sup>160</sup>. Deux tendances se font face dans les débats de l'époque : d'un côté les *New Development Strategies* et de l'autre la *Basic-Needs Approach*. Toutes deux remettent en question le modèle de rattrapage fondé exclusivement sur la croissance et proposent un nouveau modèle de développement axé sur les résultats évalués en fonction de l'élévation des conditions de vie des pauvres. Cependant, alors que les *New Development Strategies*, développées notamment par la Banque mondiale, conçoivent cette valorisation des pauvres à partir d'un investissement dans des activités à forte intensité de main d'œuvre (développement rural) et par certains transferts de revenus ciblés sur les plus pauvres, la *Basic-Needs Approach*, elle, prétend remettre en question les « structures du pouvoir », en analysant de manière plus ou moins critique la Division internationale du travail, les structures de propriété et les rapports de production, la structure du pouvoir des sociétés (participation des personnes au processus de prise de décision, libertés civiles et politiques, etc.), les relations de dépendance des pays du Tiers monde vis-à-vis des pays industrialisés, etc. en insistant sur le principe de « *self-reliance* » (développement endogène ou auto-soutenu)<sup>161</sup>.

Ainsi, si les *New Development Strategies* peuvent présenter une énorme similitude avec les stratégies contemporaines de lutte contre la pauvreté, le débat de l'époque ne peut aucunement être assimilé au consensus actuel, du fait de la présence au sein de la *Basic-*

---

<sup>160</sup> Gérard Azoulay, *Les théories du développement...*, p. 21 ; voir également Albert O. Hirschman, *Essays in Trespassing. Economics to Politics and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

<sup>161</sup> Pour une synthèse critique de la BNA, voir Dharam Ghai, Azizur Rahman Khan, E.L.H. Lee et Torkel Alfthan, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977. Précisons cependant que toutes les positions regroupées derrière l'appellation de BNA ne partagent pas nécessairement le même degré de radicalité dans leur remise en question des structures du pouvoir ou dans leur capacité à incorporer les dimensions politiques relatives, par exemple, aux luttes de libération nationale ou aux mouvements sociaux.

*Needs Approach* (BNA) de positions critiques vis-à-vis de cette conception réifiant une économie de marché ouverte et libéralisée, en tant que contexte naturel au sein duquel doivent nécessairement s'exercer ces stratégies. La thématization de la pauvreté dans le cadre de la BNA nous permet alors de préciser certains points. D'une part, que le surgissement du thème de la pauvreté n'a pas besoin d'un contexte de détérioration des indicateurs de développement pour surgir. Et, d'autre part, que ce thème n'a pas « nécessairement » à être abordé à partir d'une contrainte constitutive de quantification. Ou, pour le dire autrement, « comprendre » la pauvreté n'implique pas nécessairement que l'on ait à disposer des mesures « précises » du nombre de pauvres, de leur localisation ou de l'ampleur des inégalités. Ce n'est pas non plus le thème de la pauvreté qui conduit « en lui-même » à postuler les objectifs du politique et les techniques (moyens) pour atteindre la stabilité (politique, économique et sociale) et la bonne gouvernance (transparence, *accountability*, etc.). Ce n'est que dans le contexte actuel que ces éléments se transforment en autant d'évidences qui, du fait de l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, n'auront pas à justifier leur plus grande valeur heuristique par rapport aux « anciennes » formes de conceptualisation de la pauvreté.

La question qu'il faut poser n'est donc pas « comment le thème de la pauvreté a-t-il pu surgir dans les années 1980 ? » mais plutôt, « comment ce type particulier de représentation de la pauvreté a-t-il pu s'imposer de telle sorte qu'il en vienne à éclipser presque totalement tous les autres ? ». Pour commencer à répondre à cette question, il est nécessaire d'abandonner ou du moins de mettre entre parenthèses le débat sur les bonnes mesures de la pauvreté et sur les meilleurs moyens (politiques) pour la combattre. Non pas que ces questions soient dénudées d'intérêt en soi. Toutefois, en fonction de leurs postulats qui bloquent la réflexion à un niveau qui semble poser problème, il devient nécessaire de les mettre de côté afin d'aborder les conditions historiques, idéologiques politiques et institutionnelles ayant permis leur apparition.

Ce contexte d'apparition est celui du débat, au sein des organismes onusiens de développement, portant sur les effets « appauvrissants » des Programmes de stabilisation et d'ajustements structurels, implantés un peu partout dans le Tiers monde et, en particulier, en



Amérique latine, à partir de ce qui s'est appelée « la crise de la dette » (1982)<sup>162</sup>. L'étude en deux volumes commandée par l'UNICEF en 1985 et parue en 1987 sous le titre *Adjustment With a Human Face*<sup>163</sup>, est considérée comme le catalyseur de ce débat amorcé dès 1983. Établissant un lien direct entre les programmes d'ajustement structurel et l'augmentation de la pauvreté, cette position se présente comme une remise en question des politiques monétaristes ou néolibérales. Cependant, comme le montre Peter Gibbon<sup>164</sup>, l'efficacité du document *Adjustment with a Human Face* à susciter un consensus au sein de la « communauté internationale » repose sur sa façon d'incorporer dans sa conception de la pauvreté<sup>165</sup> les postulats néolibéraux à la base des programmes d'ajustement.

Par ailleurs, le principe de la lutte contre la pauvreté, loin de représenter une remise en question du « Consensus de Washington », se retrouve dès l'origine de celui-ci. Comme on peut le lire dans le fameux article de John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform » :

« Policy reform with regard to public expenditure is thus perceived to consist of switching expenditure from subsidies toward **education** and **health** (especially to benefit the **disadvantaged**) and infrastructure investment. »<sup>166</sup>.

Le passage des subventions vers l'aide ciblée sur les besoins précis des plus pauvres est au cœur de la conception « paupériste » du développement et préside à l'importance accordée à la quantification et à l'isolement de variables dans le but d'identifier leurs effets sur la

---

<sup>162</sup> Lorsqu'en 1982 le Mexique, le Brésil et l'Argentine (représentant ensemble 85% de la dette extérieure de l'Amérique latine) menacent simultanément d'entrer en défaut de paiement, on craint l'effondrement du système financier international. Cet événement marque symboliquement le « début » de la crise. Mais en parlant de « la crise de la dette » on réfère généralement à la mise en place, à partir de 1982, de politiques d'austérité (compression de la demande, gel des salaires et de l'épargne, dévaluations monétaires, réduction des dépenses publiques), au freinage brutal des apports de capitaux extérieurs et au recul général de l'activité économique. Ces facteurs ont conduit à désigner les années 1980 comme la « décennie perdue ».

<sup>163</sup> Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (ed.), *Adjustment With a Human Face*, Oxford, Oxford University Press, 1987. Pour une analyse critique de ce Rapport, de même que du contexte et de la relation ambiguë qu'il entretient avec les programmes d'ajustement structurel et avec la Banque mondiale, voir Gibbon, «The World Bank and African Poverty...

<sup>164</sup> Gibbon, «The World Bank and African Poverty...

<sup>165</sup> Notamment, en reprenant les grandes lignes de l'argumentation développée par la Banque mondiale dans son *Rapport sur le développement dans le monde 1980*.

<sup>166</sup> John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform », in Williamson (dir.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened*, Institute for International Economics, Washington, 1990, p.9.

réduction de la pauvreté ou sur l'augmentation du PIB. L'idée largement répandue selon laquelle l'intérêt envers la pauvreté représenterait une remise en question du Consensus de Washington relève ainsi d'une exagération ou d'un syllogisme, qui conduit à conserver l'ensemble de ses postulats tout en se présentant comme sa remise en question.

Les organisations internationales et les ONGs (telle Oxfam) soutenant les stratégies développées au sein du document *Adjustment With a Human Face* sont intéressées prioritairement par des considérations « pragmatiques », cherchant à engendrer, « sur le terrain », des « résultats tangibles », le plus rapidement possible. Elles ont effectivement réussi, en assez peu de temps, à attirer l'attention sur les effets que pouvaient avoir les programmes d'ajustements structurels (PAS) sur les pauvres et à contraindre les responsables de ces programmes – notamment la Banque mondiale – à incorporer la pauvreté au centre de leurs préoccupations. Cependant, l'efficacité de cette stratégie à engendrer un consensus autour de la lutte contre la pauvreté est à la mesure des concessions faites à leur repoussoir néolibéral. Pour le dire autrement, ce n'est qu'en traduisant en indicateurs de pauvreté les phénomènes sociaux et politiques sur lesquels on veut attirer l'attention, en permettant leur incorporation en tant que variables de raisonnements économétriques postulant l'ajustement structurel<sup>167</sup>, que ceux-ci ont pu être insérés dans les débats de l'époque sur les équilibres (ou les déséquilibres) structurels. De plus, puisqu'il ne s'agissait pas seulement de traduire la « pauvreté » mais plutôt de rendre compte d'un ensemble de malaises (politiques, sociaux, économiques, culturels, etc.) en justifiant leur intérêt au nom de l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté, ce sont tous ces domaines fondamentaux de la vie en société qui tendront à être incorporés au sein de ce savoir et de ces pratiques postulant, non seulement les programmes d'ajustement structurel, mais surtout le type particulier de relations sociales, politiques et institutionnelles qui les rendent possibles.

C'est cette décision « stratégique », consistant en une série de concessions faites à la conception néolibérale constitutive des PAS, qui se trouve universalisée dans le consensus institutionnel et intellectuel autour de la lutte contre la pauvreté et qui se projette aujourd'hui, au-delà de cette conjoncture, dans la redéfinition de l'État, du développement, du politique et

---

<sup>167</sup> Le titre de ce document est d'ailleurs assez révélateur, puisqu'il postule l'ajustement (c'est-à-dire sa nécessité) tout en voulant y incorporer l'idée d'un « visage humain ».

du social, à travers un savoir sur la multidimensionnalité de la pauvreté, sur la bonne gouvernance, la stabilité et la consolidation démocratique, pétrifié dans les évidences de l'impératif catégorique et de la contrainte constitutive de quantification. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'intérêt envers les pauvres est avant tout la marque d'un débat sur l'État. Au nom de la pauvreté, on cherche à définir son rôle dans les processus de développement, dans ses rapports avec sa population de même qu'avec son environnement national et international. Ainsi, l'enjeu principal de l'apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public des sociétés latino-américaines, est moins la *réduction* de la pauvreté comme telle que l'*apparition* d'une nouvelle forme de représentation du politique, structurée autour de l'impératif de la combattre et ce, d'une manière particulière incorporant une série de postulats néoclassiques. Le critère de réduction de la pauvreté perd ainsi pratiquement toute valeur analytique, puisque les effets politiques de cette nouvelle forme « paupériste » de représentation de l'État ne se relie qu'indirectement à cette réussite. Le rapport se trouve en fait inversé puisque, plus un gouvernement parviendrait à enrayer la pauvreté, plus la nouvelle forme de représentation et de légitimation du pouvoir se verrait renforcée. Chercher à critiquer les programmes de lutte contre la pauvreté (ou les réformes libérales) en fonction de leur incapacité à réduire la pauvreté ne ferait donc que confirmer ce critère et détournerait l'analyse de ses dimensions proprement politiques, qui se situent justement dans la capacité à rendre incontournable ce critère d'évaluation des « performances » politiques qu'est devenu la pauvreté.

### **1.11- Conclusions du premier chapitre :**

#### **De l'étude de la pauvreté à l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté**

Ainsi, tant que l'on persistera à considérer la pauvreté comme une donnée empirique évidente, comme l'objet parfaitement constitué d'une science qui n'aurait qu'à en rendre compte, comme le terrain solide à partir duquel il devient possible de poser des questions et d'accumuler des connaissances positives, on ne pourra que confirmer les hypothèses et les institutions qui lui ont donné naissance en tant que fait social, objet de discours, de pratiques et de connaissances. Ce faisant, on ne pourra que concevoir les autres formes de conceptualisation du développement, du social ou du politique comme des erreurs à éviter ou, au mieux, comme des savoirs complémentaires ou comme les premiers jalons, encore balbutiants, de ce savoir de plus en plus exact sur les « vraies » causes de la pauvreté

Si l'on veut établir le sens social, politique et historique de cette récente apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain, il faut alors mettre en suspens les questions sur ce qu'*est* la pauvreté *en soi* et cesser de postuler le caractère prioritaire de la lutte pour son éradication, pour se donner comme objet d'analyse le fait-même que l'on parle de pauvreté plutôt que d'autre chose. Les études sur la pauvreté cessent alors d'être conçues comme la conséquence logique du lent cheminement de la Raison vers une approximation constante d'un objet d'étude ou d'un référent stable, pour être considérées plutôt comme une position particulière et non nécessaire qui crée l'objet d'étude duquel, par conséquent, elle ne peut que se rapprocher. Le travail que nous entreprenons consiste alors à rendre compte des conditions historiques, idéologiques et institutionnelles ayant permis l'émergence d'un tel objet de connaissance, d'un tel objet sémiotique, de cette manière particulière de rendre compte du monde pour mieux s'en approprier et agir sur lui. Il faut également rendre compte des institutions et comportements que ce discours de lutte contre la pauvreté tend à créer : Qui parle de pauvreté? En poursuivant quels buts ? Selon quels paramètres ? De qui et de quoi parle-t-on, lors qu'on parle de pauvreté ? Quelle réalité est-on en train de faire émerger et quelles autres sont ainsi discréditées ou rendues inénonçables ? Quels rapports de nécessité s'établissent autour de l'urgence de lutter contre la pauvreté ? ...

Ce déplacement épistémologique et méthodologique ne cherche en aucun cas à remettre en question l'*existence* de la pauvreté concrète, telle que vécue par un large pan de l'humanité, pas plus qu'il ne prétend amoindrir le caractère dramatique et urgent de cette situation qui condamne à une vie de souffrance une large portion de la population mondiale<sup>168</sup>. Ce déplacement cherche à questionner les évidences qui se développent autour d'une forme particulière (bien que présentée comme universelle) de rendre compte de la pauvreté (ou, plutôt, de rendre compte du social en fonction du prisme particulier de la lutte contre la pauvreté), pour explorer les effets politiques (institutionnels, sociaux, économiques, etc.) qui s'y rattachent. Conséquemment, nous n'opposerons pas à cette « déconstruction » du discours de lutte contre la pauvreté une conception *vraie* de ce que serait la pauvreté ou le pauvre. Nous mettrons plutôt en relation cette conception particulière du monde, construite

---

<sup>168</sup> André Corten, *Planète misère : chroniques de la pauvreté durable*, Paris, Autrement, 2006.

autour de l'objectif de lutte contre la pauvreté, avec le *champ discursif*<sup>169</sup> au sein duquel elle surgit. Nous chercherons ainsi à dégager le sens de cet *événement discursif paupériste* en montrant, d'un côté, quels sont les discours sur lesquels il fait reposer sa légitimité, son droit à l'existence ou sa prétention à dire le vrai sur le monde et, de l'autre, quels sont les discours qu'il récuse ; les institutions et rapports de nécessité qu'il présuppose (et requière pour exister) ainsi que celles et ceux contre qui il doit disputer le droit ou la capacité à dire le vrai – à énoncer ce qui se présente comme vrai à un ensemble social donné – de manière à dégager les luttes pour le sens (social) qui se développent à partir et autour de la lutte contre la pauvreté.

Cette démarche se situe dans la ligne d'autres études déjà entreprises dans ces termes. En plus des auteurs déjà évoqués – tels que Destremau<sup>170</sup> qui montre comment les statistiques sur la pauvreté sont constitutives du système de représentations et de légitimation du pouvoir au sein des sociétés, ou encore Lautier<sup>171</sup> qui soutient que l'intervention sociale de l'État sur les pauvres est constitutive en Amérique latine d'un mode de *régulation* de la pauvreté tendant à la reproduction des structures sociales qui l'engendrent plutôt qu'à son dépassement<sup>172</sup> – d'autres auteurs ont développé de profondes critiques aux pratiques et discours de lutte contre la pauvreté. Pour ne prendre que les exemples les plus marquants, pensons à Gilbert Rist qui, dans l'édition de 2001 de son ouvrage classique *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, ajoute un nouveau chapitre dont le titre en dit long sur ses conclusions : « La lutte contre la pauvreté : Slogan ou alibi »<sup>173</sup>. Dans ce chapitre Rist affirme, entre autres :

« Au nom de la "lutte contre la pauvreté" – dont les connotations émotionnelles et morales suffisent à former un large consensus international – ne serait-on pas en train de

---

<sup>169</sup> Maingueneau, Dominique, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984.

<sup>170</sup> « Comment définir la pauvreté », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 27-34.

<sup>171</sup> « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », in, Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde*, pp. 93-123.

<sup>172</sup> Plusieurs autres auteurs de l'Institut d'Études du développement économique et social (IEDES) soutiennent des thèses semblables. Voir, par exemple le dossier paru dans la *Revue Tiers-Monde*, n° 142, avril-juin 1995 ; ou encore l'ouvrage collectif dirigé par Poulin et Salama cité ci-dessus ; voir également Bey, « Recherches sur la pauvreté...

<sup>173</sup> Paris, Presses des sciences po., 2001, pp. 407-422.

justifier une sérieuse reprise en main des politiques de “développement” (ou des politiques tout court) par les organisations internationales ? »<sup>174</sup>.

Rist dirige ensuite un numéro des *Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement* intitulé *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*<sup>175</sup> où une série d'auteurs (parmi lesquels on notera les contributions de Dominique Maingueneau<sup>176</sup>, Frédérique Lapeyre<sup>177</sup>, Marie-Dominique Perrot<sup>178</sup> et Francine Mestrum<sup>179</sup>) s'attardent à déconstruire le discours international pour montrer le « vide de la pensée », voire le « non-sens » le caractérisant<sup>180</sup>. Dans ce même ordre d'idées, mentionnons également les travaux de Ferguson<sup>181</sup> qui, à partir d'une étude détaillée de projets de la Banque mondiale au Lesotho, montre comment cette institution tend à dépolitiser les questions de l'inégalité sociale et de la pauvreté<sup>182</sup>. De même, Béatrice Hibou montre comment « le discours proposé par les institutions de Bretton Woods est construit autour de trois principes plus ou moins implicites : l'introduction de la norme libérale de l'Etat minimum et notamment de la norme libre-échangiste ; la recherche de la simplicité à tout prix ; et la volonté de circonscrire le politique »<sup>183</sup>.

Ces études se caractérisent, justement, par le fait qu'elles ne se donnent pas la pauvreté comme objet d'analyse mais plutôt les pratiques intellectuelles et institutionnelles liées à l'idée de lutter contre la pauvreté. C'est cette perspective critique ou cette réflexivité qui leur permet de se dégager des contraintes institutionnelles inhérentes au thème de la pauvreté pour

<sup>174</sup> Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance...*, p. 417.

<sup>175</sup> *Cahiers de l'IUED*, Paris, PUF, 2002.

<sup>176</sup> « Les rapports des organisations internationales : Un discours constituant ? », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 119-132.

<sup>177</sup> « Le rêve d'un développement sans conflit », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 101-118

<sup>178</sup> « Mondialiser le non sens », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 43-66.

<sup>179</sup> « L'utilité de la 'lutte contre la pauvreté' pour le nouvel ordre mondial », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 67-83.

<sup>180</sup> « ...l'absence d'analyse historique, la multiplicité des contradictions et l'idée, présentée comme dogme, selon laquelle 'faire plus', c'est nécessairement 'faire mieux' (pour tous évidemment) ». Gilbert Rist, « Le prix des mots », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, p. 20.

<sup>181</sup> Ferguson, *The Anti-Politics Machine...*

<sup>182</sup> Notons également, dans cette même ligne d'idées, l'ouvrage collectif édité par David B. Moore et Gerald J. Schmitz, *Debating Development Discourse : Institutional and Popular Perspectives*, New York, St Martin's Press & Londres, Macmillan, 1995

<sup>183</sup> Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39 - mars 1998, pp. 4-5, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>

redonner aux dynamiques sociales, politique ou idéologiques une place centrale dans l'analyse. Toutefois, ces études en restent trop souvent à une analyse partielle du champ discursif au sein duquel prend place le phénomène « lutte contre la pauvreté ». Ainsi, en prenant des cas relativement localisés (discours de la Banque mondiale, ou des institutions internationales), ces études négligent une dimension pourtant essentielle à l'analyse de l'efficacité ou de la performativité des discours : celle de leur circulation, transformation ou subversion. En nous appuyant sur les bases créées par ces études, nous chercherons donc à analyser les « conditions de possibilité » de ce discours international, en cherchant à le mettre en relations avec d'autres positions qui le reproduisent, (l'investissent) ou, au contraire, le combattent (entraînant des luttes pour le sens). En d'autres termes, au-delà de l'analyse des effets de sens engendrés par le discours d'une institution ou même par une série d'institutions (organismes internationaux), il faut encore mettre en relation ces locuteurs privilégiés du discours de lutte contre la pauvreté avec d'autres relais ou espaces de circulation.